de l'administration
Le Monde
Quotidien National d'Information ● www.lemondeadm.com
Mardi 02 Mars 2021 / N° 1056 Prix : 20 DA

LA BANQUE D'ALGÉRIE L'A ESTIMÉ 17 682,7 MILLIARDS DE DINARS

LA MASSE MONÉTAIRE A AUGMENTÉ DE 7,12% À FIN 2020

SUITE A LA PLAINTE DEPOSEE PAR LE MJS CONTRE LA CHAINE TV ENNAHAR

L'ARAV RAPPELLE À L'ORDRE LES CHAÎNES DE TÉLÉVISION

LE CHEF DE L'ETAT A INSISTÉ SUR LA MISE EN ŒUVRE DES DÉCISIONS DE L'EXÉCUTIF
GOUVERNEMENT : LE COUP D'ACCÉLÉRATEUR DU PRÉSIDENT

2013,86 QUINTAUX DE KIF ET 6.261.775 COMPRIMÉS PSYCHOTROPES ONT ÉTÉ SAISIS

DROGUE

LE MAROC EMPOISONNE LA RÉGION

LE MINISTRE DE L'ENERGIE ET DES MINES MOHAMED ARKAB L'AFFIRME

« RENOUVELER LES RÉSERVES ET AUGMENTER LA PRODUCTION »

CRÉDIT POPULAIRE D'ALGÉRIE

LE SERVICE MOBILE BANKING SERA OPÉRATIONNEL DANS 15

HEURES DE SALAT

Horaires de prière à Alger du Mardi 02 Mars 2021

Dohr	Asr	Maghreb	Icha
13:01	16:08	18:34	19:56

Horaires de prière à Alger du Mercredi 03 Mars 2021

Fajr	Chourouk
06:01	07:28

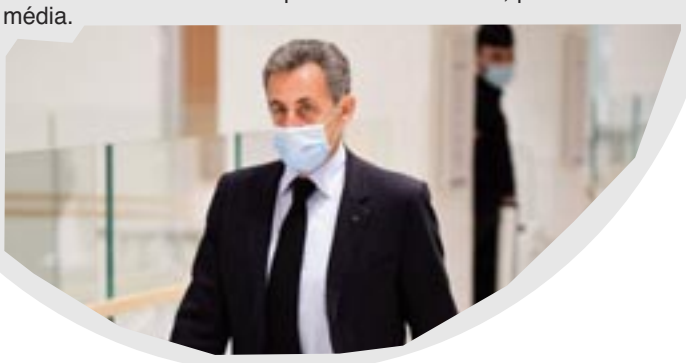
Météo

Alger 26° / Oran 22° / Annaba 23° / Constantine 23°/ Béchar 23° / Biskra 25° / Djelfa 17° / Sétif 19° / Ghardaïa 26° / Jijel 26°/ Tlemcen 22°

France

Nicolas Sarkozy condamné à 3 ans de prison dont un ferme pour corruption

L'ancien président français, Nicolas Sarkozy, a été condamné à 3 ans de prison dont un ferme pour corruption et trafic d'influence, dans l'affaire des écoutes, rapporte ce lundi 1er mars 2021, l'AFP. La présidente de la 32e chambre correctionnelle, Christine Mée, poursuivait la lecture de son jugement avant de prononcer les peines à l'encontre de Sarkozy, de son avocat historique Thierry Herzog et de l'ex-haut magistrat Gilbert Azibert, eux aussi reconnus coupables, selon la même source. Le tribunal correctionnel a estimé qu'un « pacte de corruption » avait été conclu entre l'ex-président aujourd'hui âgé de 66 ans, Me Thierry Herzog (G) et l'ancien haut magistrat Gilbert Azibert (D), également condamnés à trois ans de prison dont un ferme, précise le même média.



Trafics

Arrestation de 3183 narcotrafiquants entre 2017 et 2021

Des quantités importantes de kif traité s'élevant à 2013,86 quintaux, introduites via les frontières avec le Maroc, ainsi que 6.261.775 comprimés psychotropes ont été saisis par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont arrêté également 3183 narcotrafiquants durant la période allant du 1er janvier 2017 au 24 février 2021, indique lundi un bilan opérationnel de l'ANP. Dans le cadre de la lutte contre la campagne menée par des réseaux internationaux connus pour leurs accointances avec le régime du Makhzen en vue d'inonder l'Algérie avec la drogue, les détachements de l'ANP ont saisi 486,5 quintaux de kif traité en 2017, 246,9 quintaux en 2018, 478,15 quintaux en 2019, 703,2 quintaux en 2020 et 99,11 quintaux depuis le début de l'année 2021.Ils ont également arrêté 549 narcotrafiquants en 2017, 611 en 2018, 723 en 2019, 1028 en 2020 et 272 en 2021. Le bilan de l'ANP fait état, en outre, de la saisie de 1272028 comprimés psychotropes en 2017, 509828 comprimés en 2018, 470758 comprimés en 2019, 3611868 comprimés en 2020 et 397293 comprimés psychotropes en 2021. "A cause de ses immuables positions envers les causes justes dans le monde et dans la région, l'Algérie est en ligne de mire des réseaux internationaux alliés avec des pays de la région dont les intentions politiques sont sournoises, avec à leur tête le régime du Makhzen", est-il souligné dans ce bilan.

Oran

Le jeune youtubeur Fekrinho retrouvé mort

Porté disparu depuis la matinée de mercredi dernier, le corps sans vie du jeune youtubeur de 24 ans, Fekri Benchenane, dit « Fekrinho », a été retrouvé, ce lundi 28 février 2021, dans une zone rocheuse près de la plage Cap Rousseau à Oran Dans un communiqué publié sur sa page facebook, la direction de la protection civile d'Oran a annoncé: « Nos éléments sont intervenus ce matin vers 12h27 au niveau de la zone rocheuse près de la place Cap Rousseau dans la commune de Bir El Djir à Oran pour récupérer un corps sans vie de sexe masculin », elle a précisé que les services spécialisés de la Protection civile sont en train d'identité le corps. Mais il s'est avéré que c'est bien le corps du jeune Youtubeur. C'est son frère qu'il l'a confirmé. Pour l'instant aucune information concernant les circonstances de sa mort n'a été communiquée.

PRIX INTERNATIONAL DU ROMAN ARABE 2021

Trois romans algériens sur la longlist

الجائزة العالمية للرواية العربية
INTERNATIONAL PRIZE FOR ARABIC FICTION

Trois romans algériens "Tir ellil" d'Amara Lakhous, " Ain Hammurabi" d'Abdelatif Ould Abdallah et "Jim" de Sarah El Nems, ont été retenus sur la longlist du Prix international du Roman arabe (Arab Booker Prize 2021), qui comprend 16 romans, ont dévoilé, lundi, les organisateurs de cet évènement littéraire. Les romans algériens " Tir ellil" (Editions Hibr) d'Amara Lakhous, "Ain Hammurabi" (Editions Dar Mimi) d'Abdelatif Ould Abdallah et "Jim" (Editions Dar Al Adab) de Sarah El Nems, sont en lice, après avoir été retenus sur la longlist du Prix international du Roman arabe (Arab Booker Prize) session 2021 qui comprend 16 autres romans, entre autres, "Al Ichitiaq Lil Jara" de Habib El Salmi (Tunisie), "Fakiha Lilghourbane" d'Ahmed Ezzine (Yémen) et "Oulab El Raghba" d'Abbas Baydhoun (Liban). L'annonce du choix des titres pour la shortlist du prix devra être faite par le jury présidé par le poète libanais, Chawki Bazigh. Le roman lauréat du Prix international du roman dans sa 14e édition (50.000 USD) sera dévoilé le 25 mai prochain. Le romancier Abdelouahab Aissaoui, avait remporté le prix Booker de l'édition 2020, pour son roman "Eddiwan El Isbarti" (Editions Dar Mim).

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Le Monde
Fondation pour l'édition et la publicité
EDITER PAR LA EURL EL HAOUAFIZE

Président directeur général
Directeur des publications
MME SEMROUNI.K

Directeur adjoint
Z.NACER

DIRECTEUR GÉNÉRAL FONDATEUR
MME SEMROUNI.K
MONDE DE L'ADMINISTRATION

REDACTEUR EN CHEF
A.SALIM

SIEGE SOCIAL
22 RUE SAHRAOUI EL ACHOUR –ALGER

DIRECTION FAX/TEL
023957070

COMPTE NUMERO
005001112145636147 BDL

ANEP TEL 021737778
021737128
FAX 021739559

DIFUSION
OUEST- CENTRE- EST

IMPRESSION
SIA

Le chef de l'Etat a insisté sur la mise en œuvre des décisions de l'Exécutif

Gouvernement : le coup d'accélérateur du président

Le dernier conseil des ministres présidé par le président Abdelmadjid Tebboune n'était pas une simple réunion. De par les décisions prises, le chef de l'Etat s'est donné les moyens de faire aboutir les décisions du gouvernement, en sommant les ministres de mettre les bouchées doubles pour concrétiser les projets sur le terrain. Ainsi, il a ordonné la création d'un outil de contrôle de la mise en œuvre des décisions du gouvernement dans tous les domaines en vue de répondre aux préoccupations des citoyens. Lors de la même rencontre de l'Exécutif, le chef de l'Etat a donné des directives à plusieurs ministres pour entamer des procédures de réformes à même d'atteindre les objectifs sur lesquels il s'est engagé depuis son élection à la magistrature suprême. Pour le secteur de l'Industrie, le président a ordonné « la récupération de toutes les assiettes industrielles, des milliers, attribuées mais non exploitées à ce jour », « l'association des représentants des investisseurs et du patronat dans l'accompagnement et la promotion de l'investissement, en tant que partenaires dans le développement et acteur principal pour la relance de l'économie nationale », « l'assainissement des accumulations négatives caractérisant, par le passé, la politique du ministère de l'Industrie, en adéquation avec les textes juridiques et la nouvelle orientation de la politique industrielle », et également « le placement des zones d'activités sous la tutelle et à disposition des présidents des Assemblées populaires communales (APC) pour définir les besoins de chaque région en termes d'activités et l'ouverture de la voie devant les start-ups ». Pour le Commerce, le président Tebboune a demandé au ministre du secteur d'entamer « la recherche d'une solution immédiate pour engager le transfert de propriété de l'usine de Jijel de production de l'huile de table suite aux jugements définitifs rendus contre les anciens propriétaires, et à accélérer sa remise en production », et « l'activation effective des dispositions de la loi sur la Concurrence interdisant le monopole et la pénurie ». Toujours dans le même domaine, il a émis le vœu d'engager « la révision des mécanismes de subvention du fourrage et aliments de bétails en vue de l'orientation rationnelle vers la consolidation de la production nationale et la réduction de la facture des importations, de manière à garantir la stabilité des prix des viandes sur le marché national. Il a insisté, dans ce sens, sur la lutte contre la spéculation et l'association des éleveurs dans l'augmentation de la production de viandes et la réduction de la facture de l'importation avec engagement de l'Etat à la subvention du fourrage et à leur encouragement ». Dans le secteur de la Santé, le chef de l'Etat a estimé nécessaire « « le maintien des mesures préventives prises, en particulier la fermeture des frontières et de l'espace aérien au vu de la conjoncture sanitaire mondiale marquée par la propagation de variants du nouveau Coronavirus », avec, en sus, « l'élargissement et le renforcement des enquêtes épidémiologiques, notamment en ce qui concerne les cas de contamination par le variant (britannique) dans le but d'une plus grande prévention ». Concernant toujours la pandémie, M. Tebboune a appelé à « la poursuite du programme de vaccination anti-Covid 19 en tenant compte des recommandations des experts et spécialistes en matière de choix de vaccins et de leur efficacité contre les variants du nouveau Coronavirus et en optimisant l'utilisation des quantités disponibles ».

O. K

MÉDICAMENTS

Des brigades mixtes d'inspection pour contrôler les pharmacies

Des brigades mixtes d'inspection, Industrie pharmaceutique-Commerce, seront chargées des contrôles au niveau des établissements pharmaceutiques, a indiqué lundi le ministère de l'Industrie pharmaceutique. « Des brigades mixtes d'inspection (Industrie pharmaceutiques-Commerce) seront chargées des contrôles nécessaires au niveau des établissements pharmaceutiques, et ce, suite à la décision retenue conjointement entre le ministère de l'Industrie pharmaceutique et le ministère du commerce », a souligné le ministère dans un communiqué. Dans le cadre du plan d'action visant à assurer la disponibilité et l'accessibilité du médicament aux citoyens, le ministère de l'Industrie Pharmaceutique informe et rappelle à l'ensemble des opérateurs intervenant dans la chaine du médicament (producteurs, importateurs et distributeurs en gros et pharmaciens d'officine) que certaines pratiques commerciales sont « strictement interdites ». Il s'agit, précise le ministère, des pratiques commerciales susceptibles d'entrainer des tensions et ruptures d'approvisionnement de certains médicaments en n'importe quel point du territoire national, telles les pratiques de retentions, de ventes associées (ventes concomitantes), de vente dites par packs ou selon le montant de la facture ou selon les quantités commandées. Ces agissements sont "passibles de sanctions administratives, financières et pénales" conformément à la législation en vigueur, avertit le ministère. Toute personne victime de ces pratiques commerciales illégales concernant le médicament pourra désormais, avance la même source, porter directement à la connaissance du ministère de l'Industrie pharmaceutique sa réclamation via la boemail "requetemedic@miph.gov.dz". La réclamation doit porter l'identification du requérant et être accompagnée d'éléments informatifs permettant sa prise en charge, ajoute le ministère.

USTHB

L'apport scientifique et les valeurs morales de feu Abdelkader Khelladi soulignés (hommages)

L'apport scientifique et les valeurs morales ayant caractérisé le Professeur Abdelkader Khelladi, l'illustre mathématicien décédé le 6 janvier dernier à l'âge de 76 ans, ont été soulignés, lundi à Alger, lors d'un vibrant hommage en sa mémoire."Je retiens du Pr Abdelkader Khelladi l'homme intègre qui n'a jamais marchandé avec la rigueur. L'université algérienne peut être fière de lui ", a déclaré le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Chems Eddine Chitour, en sa qualité d'universitaire, lors du recueillement organisé par l'Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumédiene (USTHB). Tout en rappelant que le défunt a été "l'un des membres fondateurs" de cette université, le ministre a ajouté que le concerné "fait partie de cette race d'individus qui ont œuvré pour l'Algérie", déplorant que "son caractère entier l'ait empêché de faire passer les belles idées qu'il avait pour son pays". Et de convier les jeunes générations à "prendre le témoin, en misant sur la matière grise et la création des richesses pour donner à l'Algérie la dimension qui lui sied", tout en plaidant pour "un retour à la légitimité des compétences et du savoir, la rente pétrolière n'étant pas éternelle". Intervenant en visioconférence, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a assuré qu'"en la perte du Pr Khelladi, c'est l'ensemble de l'université algérienne qui perd un de ses piliers, un enseignant, un chercheur, un encadreur et un académicien", rappelant que c'est à lui que l'USTHB doit l'introduction de la discipline de la "Recherche opérationnelle". Et de relater ce qui a également marqué la personnalité de feu Khelladi, à savoir "la rigueur, le respect de l'engagement ainsi que le dévouement au travail", de même que sa "doigté à animer des rencontres scientifiques de niveau, aussi bien en Algérie qu'à l'étranger". "Ses interventions étaient empreintes de simplicité et d'attrait. Sa modestie et sa grande moralité ont fait de lui un être apprécié et respecté de tous", a poursuivi le ministre, rappelant les nombreuses distinctions étrangères ayant auréolé le parcours professionnel du défunt. Pour sa part, le Recteur de l'USTHB, Djamel Eddine Akretche, a tenu à relever "le nombre de cadres, devenus formateurs à leur tour, ayant été formés par le Pr Khelladi, et dont certains de haut niveau en Algérie et à travers le monde". "Le Pr Khelladi avait mis toute son énergie pour que l'Algérie soit une nation développée. Aussi, l'hommage qui lui est rendu, ce jour, est peu de choses devant ce qu'il a donné à pays. C'est un grand homme que nous perdons", a-t-il poursuivi, avant de faire savoir que bien qu'il ait pris sa retraite en 2018, le défunt a gardé un lien avec l'Université en publiant, la veille de son décès, une analyse dans la presse intitulée "Nouvelle Algérie, nouvelle Université". D'autres hommages ont été rendus par des représentants de la communauté scientifique ayant été au plus prés du lumineux parcours scientifique, académique et administratif du mathématicien, mettant tous en avant, outre ses qualités professionnelles, la probité de sa personne. Fils de Chahid, Abdelkader Khelladi avait entamé ses études universitaires à Alger, puis devenu enseignant à l'USTHB, avant d'être détaché de 1983 à 1985 à Grenoble où il fut un des piliers de la coopération entre cette université et plusieurs équipes de l'Association d'Informatique et Mathématiques appliquées de Grenoble (IMAG). Il a notamment été président du Conseil scientifique de la Faculté de Mathématiques de l'USTHB de 1994 à 2003, président de l'Association des Mathématiciens algériens (AMA) de 1994 à 2000 et directeur du Centre de Recherche sur l'Information Scientifique et Technique (CERIST). Pour mieux immortaliser le nom du défunt Abdelkader Khelladi, la salle de conférences de la Faculté de Mathématiques .

Electrification agricoles

Des regroupements régionaux sont en cours

Des regroupements régionaux portant sur le raccordement des exploitations agricoles au réseau électrique vont être organisés du 1 au 7 mars entre les Directions des services agricoles (DSA) des wilayas et les directions régionales de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG), a indiqué lundi un communiqué du ministère de l'Agriculture et du développement rural. Le premier regroupement, organisé suite aux instructions du ministre du secteur, Abdelhamid Hemdani, a eu lieu lundi à Alger avec les wilayas du centre, a précisé la même source. Ce regroupement sera suivi d'un autre prévu mardi à Constantine pour les wilayas de l'Est, jeudi 4 mars à Tlemcen pour l'Ouest et le dimanche 7 mars à Timimoune pour celles du Sud du pays. Ces regroupements s'inscrivent, selon le communiqué, dans le cadre de la mise en oeuvre de la feuille de route du secteur de l'agriculture et du développement rural 2020-2024 dont un programme prioritaire concerne l'électrification agricole, et ce, en application des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Dans le même contexte, le ministère a rappelé que des comités mixtes regroupant le secteur de l'Agriculture, celui de l'Intérieur et des Collectivités locales, celui de l'Energie et des Mines ainsi que le secteur de la Transition énergétique ont été installés en mois de juin 2020 afin de recenser les exploitations et les périmètres agricoles devant être raccordés au réseau électrique. Ainsi, ces rencontres devront permettre aux deux parties (SADEG et les DSA) d'unifier les concepts et les modalités de mise en œuvre de ce programme sur le terrain, de lever toute incompréhension ou contraintes subsistant encore et de valider les listes des bénéficiaires. Lors de la réunion des cadres qui s'est tenue jeudi dernier, à laquelle ont pris part les responsables de la SADEG, M. Hemdani a appelé les DSA à notifier leurs engagements et à faire leurs demandes auprès de la filiale de Sonelgaz en vue de permettre à celle-ci d'entamer les travaux. Répondant à la demande du ministre de l'Agriculture et du développement rural portant sur la levée de l'exigence d'un paiement préalable en vue d'accélérer la réalisation de ce programme, la SADEG a opté pour une alternative consistant à entamer les travaux de raccordement avant le paiement des redevances y afférent, a fait savoir également le communiqué. En vue de faire face à la demande du secteur agricole, la filiale du groupe Sonelgaz a sollicité des bureaux d'études externes au groupe afin de renforcer ses moyens de réalisation et elle a procédé à l'ouverture de deux bases de vie, une à Adrar et une autre à Djelfa, et ce, pour rapprocher les délais de lancement des projets de raccordement des exploitations agricoles, a-t-on précisé de même source.

SUITE A LA PLAINTE DEPOSEE PAR LE MJS CONTRE LA CHAINE TV ENNAHAR

L'Arav rappelle à l'ordre les chaînes de télévision

L'Arav a saisi cette opportunité pour mettre en avant le rôle de certains médias dans la garantie d'un service public à même d'éclairer l'opinion publique, refusant le recours à certains termes inappropriés.

L'Autorité de régulation de l'audiovisuel (Arav) vient de rappeler à l'ordre les chaînes d'information audiovisuelles. Rappelant l'impératif de veiller à la probité des programmes de débats loin de l'insulte, l'invective et l'attaque à la vie privée des personnes, qu'elles soient toujours ou pas en postes, l'Arav « avertit, encore une fois, l'ensemble des chaînes d'information audiovisuelles et appelle au respect du cadre objectif du programme et ce qui intéresse le téléspectateur ». Ce rappel à l'ordre intervient en réponse à une plainte déposée, le 22 février, par le ministre de la Jeunesse et des Sports contre la chaîne TV Ennahar pour « campagne de diffamation et d'attaque contre sa personne et contre les membres de son département à travers l'émission « Dakhel 18 » (Dans les 18 mètres). « Après visionnage de l'émission et confirmation de l'attaque contre le ministre et son instance, l'Arav a adressé une convocation pour explications à la chaîne, dont le représentant a reconnu l'erreur et a présenté des excuses, s'engageant à ce que ce genre de dépassement ne se reproduise plus », précise la même source. Rappelant que la liberté de la presse « est une liberté responsable mais non absolue », l'Arav affirme que « combien même elle (liberté de la presse) ouvre le champ au débat, dans le cadre de la critique constructive et des règles de déontologie, de n'importe quelle question, elle ne saurait être un moyen de dénigrement, de diffamation ou d'insulte ». En conclusion, l'Arav met en garde contre des mesures pénales conformément à la loi en cas de non-respect des règles du droit public, de la loi relative à l'activité audiovisuelle et la déontologie. Aussi, cette mise en garde intervient quinze jours après que l'Arav a mis en demeure la chaîne de télévision El Heddaf TV. En effet, le 14 février dernier l'Autorité avait appelé El Heddaf TV à l'impératif de se limiter au traitement des questions sportives dans un cadre strictement professionnel et à faire preuve d'objectivité dans la gestion des débats. A ce propos, l'Arav avait convoqué les responsables de la chaîne et émis des observations sur le programme « Bil Makchouf », consacré au débat d'un sujet où l'une des parties concernées était absente, un débat lors duquel des propos injurieux et offensants ont été utilisés. A l'issue de ce débat, une plainte a été déposée, le 3 février dernier, par la Fédération algérienne de football (FAF), dans laquelle elle accuse ladite chaîne de mener une campagne contre le président et les membres de la FAF. Les responsables de la chaîne ont reconnu leur tort en particulier le recours aux offenses et aux injures durant l'émission en question, affirmant à ce propos que les portes de la chaîne sont ouvertes afin de garantir le droit de réponse. Du coup, et dans le cadre de l'accompagnement de la scène médiatique algérienne et de ses défis, l'Arav a saisi cette opportunité pour mettre en avant le rôle de certains médias dans la garantie d'un service public à même d'éclairer l'opinion publique, refusant le recours à certains termes inappropriés, à l'instar des propos employés lors de l'émission « Bil Makchouf » à l'encontre du président de la FAF. L'Arav a insisté sur l'impératif de se limiter au débat des questions sportives dans leur cadre professionnel, appelant à faire preuve d'un haut sens des responsabilités, à veiller au bon choix des termes utilisés sur les plateaux et au respect de l'éthique professionnelle, ainsi qu'à faire preuve d'objectivité dans la gestion des débats ou lors de tout traitement médiatique, quelle qu'en soit la nature.

Nadine Oumakhlouf

Chanegriha préside l'ouverture du séminaire sur "le maintien en condition technico-opérationnelle des équipements au sein de l'ANP"

Le général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a présidé lundi à l'Ecole supérieure du matériel (1ère Région militaire), l'ouverture des travaux du séminaire national sur "le maintien en condition technico-opérationnelle des matériels et équipements au sein de l'Armée nationale populaire", indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "De prime abord et après la cérémonie d'accueil, Monsieur le Général de Corps d'Armée a suivi, en compagnie du Général-Major Ali Sidane, Commandant de la 1ère Région militaire et du Général-Major Seddiki Smaïl, Directeur Central du Matériel, un exposé sur le bilan des activités exécutées au titre de la première phase du programme de préparation des Forces pour l'année 2020-2021, ainsi que les perspectives de développement de l'Arme Matériel dans les différents domaines", précise le communiqué. A l'occasion, le général de Corps d'Armée a adressé une allocution lors de laquelle il a affirmé que le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire accordait un intérêt particulier à la Direction centrale du Matériel, avec pour objectif de réunir toutes les conditions idoines et les facteurs propices au renforcement continu de la montée en puissance de la disponibilité de nos Forces armées. "Le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire accorde un intérêt particulier à la Direction Centrale du Matériel, avec pour objectif de réunir toutes les conditions idoines et les facteurs propices au renforcement continu de la montée en puissance de la disponibilité de nos Forces Armées et le maintien de leur état-prêt pour faire face à toute éventualité, et ce grâce aux efforts des cadres et personnels compétents, ambitieux, pleins d'espoir, qui croient en les capacités de leur pays, voire son droit légitime de disposer des facteurs de puissance, ainsi que des moyens de préserver son indépendance et sauvegarder sa souveraineté nationale", a affirmé le général de Corps d'Armée. "Pleinement convaincu de l'importance de cette arme sensible, j'ai veillé, depuis que j'ai été investi de la confiance de Monsieur le Président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, ministre de la Défense Nationale, au suivi et au soutien de tous ces établissements et structures. Ma récente visite à la Base Centrale du Matériel de Béni Merrad en 1ère Région Militaire n'est qu'une preuve manifeste de cet intérêt particulier et de l'attention que j'accorde personnellement à cette arme vitale. J'ai pu, ainsi, constater de visu, les avancées qualitatives, réalisées avec une grande détermination, dans le domaine du transfert technologique à des fins militaires, tout en veillant à les maitriser, de manière à garantir la rénovation et la modernisation du matériel militaire, à promouvoir le soutien technique et logistique au niveau escompté, ainsi que la formation scientifique et technique pluridisciplinaire au profit des cadres et personnels", a-t-il ajouté. Le général de Corps d'Armée a affirmé également que "l'Arme du Matériel doit s'enorgueillir de toutes ses réalisations considérables, dont le mérite revient certainement aux hommes qui travaillent avec patriotisme, sincérité, abnégation et en silence". "L'arme de Matériel doit s'enorgueillir de toutes ses réalisations, dont le mérite revient certainement aux hommes qui travaillent avec un patriotisme pur, avec sincérité, abnégation et dans le silence, notamment dans le domaine de la rénovation et du développement des moyens militaires majeurs, de façon à promouvoir les capacités tactiques et opérationnelles des unités du corps de bataille terrestre et maîtriser les technologies modernes. Ce sont là des preuves qui témoignent des innombrables avancées de l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, inscrites dans le cadre d'une vision judicieuse et éclairée, qui tend à conférer le cachet de la complémentarité aux efforts de l'ensemble des composantes de nos Forces armées", a indiqué le chef d'Etat-major de l'ANP.

L.M

L'impératif de former un front interne solide pour protéger le pays contre les ennemies

Le secrétaire général du parti Front de libération nationale (FLN), Abou El Fadhl Baadji a insisté, dimanche lors d'un meeting populaire à Tindouf, sur l'impérative formation d'un front interne solide à même de protéger le pays et de barrer la route aux ennemies à l'intérieur et à l'extérieur. Lors d'un meeting populaire animé à la maison de la Culture "Abdelhamid Mehri", M. Baadji a mis l'accent pour les militants de sa formation politique sur l'importance de la stabilité politique qui mène, sans doute, à la stabilité économique, chose que ne pouvaient pas supporter certaines forces politiques internes et externes qui agissent contre la stabilité du pays notamment lors de cette conjoncture marquée par la normalisation des relations entre des pays arabes, notamment le Maroc, et l'entité sioniste". "Nous avons constaté dernièrement un niveau qui n'est pas digne de la classe politique en Algérie, par conséquent, nous devons, en tant que parti politique, appeler à la cohésion entre le peuple algérien et la classe politique dans le souci de mettre en place un mur de protection et de s'orienter vers l'organisation d'élections, unique solution exemplaire à même de consacrer la démocratie et de représenter le peuple", a poursuivi le SG du FLN. Estimant qu'aucune partie n'a le droit de parler au nom du peuple, le même responsable a souligné que le FLN avait organisé des ateliers pour attirer les jeunes et ouvert la voie face aux cadres marginalisés, en sus de présenter une feuille de route ayant permis de convaincre plusieurs jeunes cadres et militants, et ce, dans l'objectif de redonner espoir à ce parti. Le SG du FLN a évoqué, en outre, le dossier du Sahara occidental partant de la crise d'El Guerguerat qui vient a point nommé pour réorienter la conscience mondiale à travers la mobilisation du peuple sahraouie afin de défendre ses terres après 30 ans de retard dans le processus de règlement lequel était délibéré afin d'endormir la région et de pousser le peuple sahraoui à renoncer à ses droits et d'accepter les manœuvres et les plans de l'occupation marocaine".

M.L

LA BANQUE D'ALGÉRIE L'A ESTIMÉ 17 682,7 MILLIARDS DE DINARS

La masse monétaire a augmenté de 7,12% à fin 2020

La Banque d'Algérie a révélé que les dépôts à vue collectés auprès du secteur public ont fortement baissé de 17,80% au moment où les dépôts à vue collectés auprès des entreprises privées et des ménages ont augmenté de 10,62% et 9,01%.

La masse monétaire a augmenté de 7,12% à fin 2020, après avoir enregistré un recul de 0,78% à fin 2019. Selon la Banque d'Algérie, cela reflète une reprise de l'expansion de la masse monétaire au sens large M2, selon la même source qui l'a estimée à 17 682,7 milliards de dinars à fin 2020 contre 16 506,6 milliards de dinars à fin 2019. L'augmentation représente, d'après la Banque d'Algérie, 9,05 % hors dépôts des hydrocarbures contre 6,03 % à fin décembre 2019, alors que la circulation fiduciaire hors banques a, pour sa part, grimpée de 12,93%, passant de 9.437,6 milliards de dinars à fin 2019 à 6.140,7 milliards de dinars à fin 2020. Ce qui correspond, estime la Banque d'Algérie, à 34,73 % de la masse monétaire M2 à fin 2020 contre 32,94 % à fin 2019. Les dépôts à vue ont diminué de 3,22%, une baisse moindre que celle enregistrée à fin 2019 (-19 %), a noté la même source qui a précisé que ces dépôts sont passés de 4 351,2 milliards de dinars à fin 2019 à 4 211 milliards de dinars à fin 2020. Les dépôts à terme ont enregistré, en revanche, une croissance positive de 3,98% pour l'année 2020 contre une hausse de 5,71 % une année auparavant. La Banque d'Algérie a détaillé que les dépôts à vue collectés auprès du secteur public ont fortement baissé de 17,80% à fin 2020 au moment où les dépôts à vue collectés auprès des entreprises privées et des ménages ont, pour leurs parts, augmenté de 10,62% et 9,01%, respectivement. Enfin, les dépôts à terme en dinars collectés auprès du secteur public ont connu une baisse de 7,86% alors que ceux collectés auprès des entreprises privées et des ménages ont enregistré une hausse de 30,53% et 2,70%, respectivement. Il a y trois jours, l'Office national des statistiques (ONS) a révélé que le taux d'inflation moyen annuel en Algérie a atteint 2,6% à fin janvier dernier. « Le taux d'inflation moyen annuel de janvier 2021 représente l'évolution de l'indice des prix à la consommation sur la période allant de février 2020 à janvier 2021 par rapport à celle allant de février 2019 à janvier 2020 », note l'ONS. Quant à la variation mensuelle des prix à la consommation, qui est l'évolution de l'indice du prix du mois de janvier 2021 par rapport à celui du mois de décembre 2020, elle est de +0,6%, selon l'Office. En termes d'évolution et par catégorie de produits, les prix des biens alimentaires ont affiché une augmentation 1,0%, une variation induite, aussi bien par l'évolution des produits agricoles frais que, par celle des produits alimentaires industriels. Les produits agricole frais ont connu ainsi un relèvement du prix de 1,3%. Ce relèvement s'explique principalement par une hausse des prix des viandes rouges (+0,9%), des légumes (+6,7%) et du poissons (+8,5%). Les prix des produits alimentaires industriels ont connu également une hausse de 0,8%, traduisant un relèvement des prix de certains produits, notamment, les laits, fromages et dérivés (+0,5%), les huiles et graisses (+4,4%) et les sucres et produits sucrés (+2,3%). Les prix des produits manufacturés ont augmenté de +0,3% et les services (+0,1%). Par type de biens et de services, les prix des groupes « habillement chaussures » ont enregistré une hausse de 0,6%, ceux du groupe « divers » également (+0,6%), le reste des groupes s'est caractérisé, soit par des variations modérés, soit par des stagnations. A noter que durant toute l'année 2020, le taux d'inflation a atteint 2,4 % contre 2% l'année d'avant.

Baisse de la liquidité bancaire à 632,3 milliards de dinars

La liquidité bancaire a chuté à 632,3 milliards de dinars à fin 2020, avec une amélioration au cours du dernier trimestre après une baisse plus prononcée durant les neuf premiers mois de l'année dernière, a indiqué la BA dans un communiqué. La liquidité globale des banques est passée de 1.100,8 milliards de dinars à fin 2019 à 461,8 milliards de dinars à fin septembre 2020, corrélativement au déficit courant de la balance des paiements et aux impacts économiques de la pandémie Covid-19, a précisé la BA. L'amélioration de la liquidité enregistrée vers la fin de l'année est justifiée, selon la même source, par les mesures de politique monétaire décidées par la Banque d'Algérie en matière de baisse du taux des réserves obligatoires, de l'augmentation des seuils de refinancement des titres publics négociables, de l'allongement de la durée du refinancement de 7 jours à un mois et de la satisfaction totale des demandes de refinancement des banques. Par ailleurs, l'analyse de la situation du système bancaire au 30 septembre 2020, selon les données provisoires de la BA, laisse apparaître un coefficient de solvabilité global de 18% et un coefficient de fonds propres de base de 14%. Ces niveaux établis au regard des indicateurs de solidité financière sont, selon la même source, largement supérieurs aux minimas réglementaires exigés, à savoir au moins 7% pour le coefficient des fonds propres de base et 9,5 % pour le coefficient de solvabilité, calculé sur la base des fonds propres réglementaires. Le coefficient de liquidité global à un mois, au 30 septembre 2020, se situe à 94,03%, ainsi, à un niveau supérieur au minima de 60% prévu par l'instruction 05-2020 du 6 avril 2020, portant mesures exceptionnelles d'allègement de certaines dispositions prudentielles applicables aux banques et établissements financiers, a encore détaillé la Banque Centrale.

Nadine Oumakhlouf

CRÉDIT POPULAIRE D'ALGÉRIE

Le service Mobile Banking sera opérationnel dans 15 jours

Toutes les banques publiques se préparent également au lancement du e-Banking et du m-Banking en Algérie.

Le Crédit Populaire d'Algérie (CPA) lancera dans une semaine ou quinze jours au plus tard l'application Mobile Banking devant permettre aux clients d'effectuer des opérations bancaires à partir d'un téléphone mobile pour davantage d'efficacité et célérité dans la gestion de leurs activités et affaires. Selon le P-DG de cette banque publique, Mohamed Dahmani, en plus des service E-paiement et de la plateforme e-Banking déjà opérationnels au profit de ses clients, le CPA prévoit le lancement dans 15 jours au plus tard, l'application Mobile Banking offrant une série d'avantages liés à la mobilité notamment, car permettant aux clients d'exécuter des opérations financières de manière simple et flexible. Réitérant l'engagement du CPA à développer ses services pour mieux répondre aux exigences des concitoyens, le même responsable a indiqué que cette banque publique s'emploie à travers une stratégie s'adaptant avec les normes de la modernisation et la numérisation à offrir des services modernes, innovants et concurrentiels. S'agissant du service de la finance islamique, M. Dahmani a indiqué que conformément au programme de déploiement arrêté à ce titre, les produits de cette finance seront disponibles dans 100 agences bancaires relevant du CPA à l'échelle nationale d'ici fin juin 2021. Faisant état d'un grand engouement manifesté pour cette formule de financement islamique, le même responsable a indiqué que cela constitue une motivation pour renforcer et appuyer davantage les efforts déployés dans ce sens pour toucher le maximum des concitoyens. Depuis le début des opérations, les banques publiques ont pu proposer des produits de la Finance islamique au niveau de 75 agences à travers le territoire national. Selon un rapport du ministère des Finances, les banques publiques ont procédé, au cours du deuxième semestre de l'année dernier, au lancement de nouveaux produits Charia compatibles, au niveau de 75 de leurs agences sur le territoire national, notamment depuis la réception de leurs autorisations émises par la Banque d'Algérie (BA). « Il convient aussi de signaler le lancement de 12 agences digitales (au niveau des banques publiques) permettant de nouvelles fonctionnalités notamment la consultation du solde à distance, la demande des chéquiers et des cartes bancaires en ligne ainsi que les relevés des transactions. Les banques publiques se préparent également au lancement du e-Banking et du m-Banking. S'agissant des assurances, un projet de décret sur le produit Takaful a été élaboré en 2020 et transmis au Secrétariat général du gouvernement dans le cadre du développement de l'assurance alternative. Le rapport évoquait également la mise en exploitation du paiement électronique e-paiement de certains produits d'assurance (de dommages et de personnes), qui s'est développé davantage en 2020. Le mobile paiement est en cours de préparation, ajoute la même source. Il faut souligner également la généralisation des TPE dans les agences des compagnies publiques d'assurance. Par ailleurs, le ministère avait fait savoir que dans le cadre de l'amélioration des capacités d'analyse, de prévision et de prospective, il a été réalisé des études portant sur l'Algérie vision 2035, le capital humain, la transition démographique, l'estimation du potentiel de la croissance économique en Algérie à long terme ainsi que l'estimation des principaux indicateurs liés au commerce extérieur et sur l'évaluation de l'impact du coronavirus sur l'Algérie. Aussi, s'agissant du secteur des Finances, le ministère a engagé, dans le cadre des relations économiques et financières internationales, le processus de l'adhésion de l'Algérie à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Nadine Oumakhlouf

LE MINISTRE DE L'ENERGIE ET DES MINES MOHAMED ARKAB L'AFFIRME

« Renouveler les réserves et augmenter la production »

Le ministre de l'Energie et des Mines Mohamed Arkab a mis l'accent à Alger, sur l'impératif de poursuivre les efforts en vue du renouvèlement des réserves en hydrocarbures et de l'augmentation de la production. Lors d'une réunion avec les cadres centraux du ministère, M. Arkab a appelé à la poursuite de l'action afin de garantir la sécurité énergétique et à davantage d'efforts pour renouveler les réserves en hydrocarbures du pays et augmenter la production. Le premier responsable du secteur a donné les instructions nécessaires concernant le projet de mine de fer de Gara Djebilet et de projet de phosphate à l'Est du pays, lesquels constituent une priorité absolue devant être concrétisée dans les plus brefs délais. Par ailleurs, M. Arkab a instruit les cadres du ministère à l'effet d'œuvrer avec les institutions du secteur pour l'amélioration de la qualité des services et l'accès du citoyen et des différents secteurs productifs du pays aux meilleurs services, notamment l'énergie. Concernant l'opération de fusion des secteurs des mines et de l'énergie, le ministre a appelé à l'achèvement de l'opération de fusion de manière rapide et efficace dans le souci de se focaliser sur les projets et les grands chantiers du secteur. M. Arkab a souligné, en outre, que l'Etat algérien, à travers le secteur de l'Energie et des mines, est pleinement engagé à relever tous les défis et les enjeux rencontrés actuellement et à l'avenir.

Des regroupements régionaux sur l'électrification agricole prévus du 1 au 7 mars

Des regroupements régionaux portant sur le raccordement des exploitations agricoles au réseau électrique vont être organisés du 1 au 7 mars entre les Directions des services agricoles (DSA) des wilayas et les directions régionales de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG), a indiqué lundi un communiqué du ministère de l'Agriculture et du développement rural. Le premier regroupement, organisé suite aux instructions du ministre du secteur, Abdelhamid Hemdani, a eu lieu lundi à Alger avec les wilayas du centre, a précisé la même source. Ce regroupement sera suivi d'un autre prévu mardi à Constantine pour les wilayas de l'Est, jeudi 4 mars à Tlemcen pour l'Ouest et le dimanche 7 mars à Timimoune pour celles du Sud du pays. Ces regroupements s'inscrivent, selon le communiqué, dans le cadre de la mise en oeuvre de la feuille de route du secteur de l'agriculture et du développement rural 2020-2024 dont un programme prioritaire concerne l'électrification agricole, et ce, en application des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Dans le même contexte, le ministère a rappelé que des comités mixtes regroupant le secteur de l'Agriculture, celui de l'Intérieur et des Collectivités locales, celui de l'Energie et des Mines ainsi que le secteur de la Transition énergétique ont été installés en mois de juin 2020 afin de recenser les exploitations et les périmètres agricoles devant être raccordés au réseau électrique. Ainsi, ces rencontres devront permettre aux deux parties (SADEG et les DSA) d'unifier les concepts et les modalités de mise en oeuvre de ce programme sur le terrain, de lever toute incompréhension ou contraintes subsistant encore et de valider les listes des bénéficiaires. Lors de la réunion des cadres qui s'est tenue jeudi dernier, à laquelle ont pris part les responsables de la SADEG, M. Hemdani a appelé les DSA à notifier leurs engagements et à faire leur demandes auprès de la filiale de Sonelgaz en vue de permettre à celle-ci d'entamer les travaux. Répondant à la demande du ministre de l'Agriculture et du développement rural portant sur la levée de l'exigence d'un paiement préalable en vue d'accélérer la réalisation de ce programme, la SADEG a opté pour une alternative consistant à entamer les travaux de raccordement avant le paiement des redevances y afférent, a fait savoir également le communiqué.En vue de faire face à la demande du secteur agricole, la filiale du groupe Sonelgaz a sollicité des bureaux d'études externes au groupe afin de renforcer ses moyens de réalisation et elle a procédé à l'ouverture de deux bases de vie, une à Adrar et une autre à Djelfa, et ce, pour rapprocher les délais de lancement des projets de raccordement des exploitations agricoles, a-t-on précisé de même source

M.L

Port d'El Hamdania : Le Président Tebboune ordonne la prise de toutes les dispositions nécessaires au lancement des travaux

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a ordonné, lors du Conseil des ministre tenu sous sa présidence, la prise de toutes les dispositions nécessaires au lancement des travaux de réalisation du port d'El Hamdania à Cherchell (wilaya de Tipasa). Le Président de la République "a fixé un délai de deux mois, au maximum, pour la prise de toutes les dispositions nécessaires au lancement effectif des travaux de réalisation du port stratégique d'El Hamdania à Cherchell", indique un communiqué de la Présidence de la République". S'agissant du secteur des Travaux publics, M. Tebboune a ordonné la facilitation du trafic routier de et vers Alger à travers la révision des plans de circulation et le renforcement du réseau des rocades et échangeurs. Il a également ordonné la mise en place d'un dispositif de veille pour éviter les pertes financières dues à la longue durée d'accostage des navires au niveau de nos ports.

Le Président Tebboune ordonne l'accélération de la remise en production de l'usine des huiles végétales de Jijel

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a ordonné , lors du Conseil des ministres tenu sous sa présidence, d'accélérer la remise en production de l'usine des huiles végétales de Jijel. Selon un communiqué de la présidence de la République, le Président Tebboune "a chargé le ministre du Commerce de la recherche d'une solution immédiate pour engager le transfert de propriété de l'usine de Jijel de production de l'huile de table suite aux jugements définitifs rendus contre les anciens propriétaires, et à accélérer sa remise en production". Le Président de la république a donné, par ailleurs, des instructions pour l'activation effective des dispositions de la loi sur la concurrence interdisant le monopole et la pénurie. Il a ordonné, également, la révision des mécanismes de subvention du fourrage et aliments de batails en vue de l'orientation rationnelle vers la consolidation de la production nationale et la réduction de la facture des importations, de manière à garantir la stabilité des prix des viandes sur le marché national. M. Tebboune a insisté, dans ce sens, sur la lutte contre la spéculation.Dans ce cadre, il a ordonné d'associer les éleveurs dans l'augmentation de la production de viandes et la réduction de la facture de l'importation avec engagement de l'Etat à la subvention du fourrage et à leur encouragement.

Le Centre des déchets inertes saturé à 100% (responsable)

Le Centre des déchets inertes (CDI) de Sghirate, relevant de la commune de Thenia (Est de Boumerdes) est saturé à 100% et doit être remplacé dans les plus brefs délais, a-t-on appris auprès du gérant de cet établissement. Dans une déclaration à l'APS, en marge de la présentation et examen du bilan d'activité de ce CDI relevant de l'Entreprise publique de wilaya de gestion des centres d'enfouissement techniques (CET) des déchets, devant l'APW, Amiali Ahmed a assuré que ce centre a atteint un "taux de saturation estimé à 100%, requérant son remplacement dans les plus brefs délais possibles", a-t-il recommandé. Il a, aussi, signalé la désignation d'un bureau d'études pour élaborer un dossier de fermeture du centre, avec la proposition de son réaménagement en vue de sa transformation future en un espace de villégiature. Le responsable a ajouté que les "propositions relatives à ce dossier sont actuellement au stade d'étude et de mise en œuvre des procédures légales y inhérentes", appelant les services concernés en vue d'"assurer le soutien nécessaire à ce CDI pour la concrétisation de ces propositions". Il a, en outre, plaidé pour l'impératif de création d'un nouveau centre d'enfouissement adapté au volume des déchets inertes en constante hausse, à travers la wilaya, tout en le renforçant avec des équipements modernes. En dépit de sa saturation actuelle, le CDI de Sghirate accueille toujours des déchets. Il a assuré, en 2020, le traitement de 136.000 tonnes de déchets inertes, issus essentiellement des travaux de démolition des constructions et de creusage, soit une moyenne quotidienne de 373 tonnes/J."Ce centre est doté d'un rôle essentiel dans l'éradication de ce type de déchets et des décharges anarchiques défigurant le milieu urbain à travers la wilaya", a estimé M. Amiali. Toujours selon les chiffres présentés par le même responsable, le volume des déchets collectés et traités au Centre d'enfouissement technique (CET) des déchets et assimilés de la wilaya a enregistré une "hausse notable", en 2020, en dépassant les 412.000 tonnes, contre 113.000 tonnes de déchets traités, l'année précédente. "Une moyenne quotidienne de 1.130 tonnes de déchets a été collectée dans 28 communes des wilayas de Boumerdes et d'Alger et auprès de plus de 150 clients relevant du secteur économique public et privé", a indiqué Ahmed Amiali.

M.L

Energie : Arkab

L'impératif de poursuivre les efforts pour renouveler les réserves du pays et augmenter la production

Le ministre de l'Energie et des Mines Mohamed Arkab a mis l'accent, dimanche à Alger, sur l'impératif de poursuivre les efforts en vue du renouvèlement des réserves en hydrocarbures et de l'augmentation de la production, indique un communiqué du ministère. Lors d'une réunion avec les cadres centraux du ministère, M. Arkab a appelé à "la poursuite de l'action afin de garantir la sécurité énergétique et à davantage d'efforts pour renouveler les réserves en hydrocarbures du pays et augmenter la production", note la même source. Le premier responsable du secteur a donné les instructions nécessaires concernant le projet de mine de fer de Gara Djebilet et de projet de phosphate à l'est du pays, lesquels constituent "une priorité absolue devant être concrétisée dans les plus brefs délais", a-t-il estimé. Par ailleurs, M. Arkab a instruit les cadres du ministère à l'effet d'oeuvrer avec les institutions du secteur pour "l'amélioration de la qualité des services et l'accès du citoyen et des différents secteurs productifs du pays aux meilleurs services, notamment l'énergie". Concernant l'opération de fusion des secteurs des mines et de l'énergie, le ministre a appelé à "l'achèvement de l'opération de fusion de manière rapide et efficace dans le souci de se focaliser sur les projets et les grands chantiers du secteur". M. Arkab a souligné, en outre, que "l'Etat algérien, à travers le secteur de l'Energie et des mines, est pleinement engagé à relever tous les défis et les enjeux rencontrés actuellement et à l'avenir"

Médicaments

Des brigades mixtes d'inspection pour contrôler les établissements pharmaceutiques

Des brigades mixtes d'inspection, Industrie pharmaceutique-Commerce, seront chargées des contrôles au niveau des établissements pharmaceutiques, a indiqué lundi le ministère de l'Industrie pharmaceutique. "Des brigades mixtes d'inspection (Industrie pharmaceutiques-Commerce) seront chargées des contrôles nécessaires au niveau des établissements pharmaceutiques, et ce, suite à la décision retenue conjointement entre le ministère de l'Industrie pharmaceutique et le ministère du commerce", a souligné le ministère dans un communiqué. Dans le cadre du plan d'action visant à assurer la disponibilité et l'accessibilité du médicament aux citoyens, le ministère de l'Industrie Pharmaceutique informe et rappelle à l'ensemble des opérateurs intervenant dans la chaine du médicament (producteurs, importateurs et distributeurs en gros et pharmaciens d'officine) que certaines pratiques commerciales sont "strictement interdites". Il s'agit, précise le ministère, des pratiques commerciales susceptibles d'entrainer des tentions et ruptures d'approvisionnement de certains médicaments en n'importe quel point du territoire national, telles les pratiques de retentions, de ventes associées (ventes concomitantes), de vente dites par packs ou selon le montant de la facture ou selon les quantités commandées, Ces agissements sont "passibles de sanctions administratives, financières et pénales" conformément à la législation en vigueur, avertit le ministère. Toute personne victime de ces pratiques commerciales illégales concernant le médicament pourra désormais, avance la même source, porter directement à la connaissance du ministère de l'Industrie pharmaceutique sa réclamation via la boite email "requetemedic@miph.gov.dz". La réclamation doit porter l'identification du requérant et être accompagnée d'éléments informatifs permettant sa prise en charge, ajoute le ministère.

Bilan

Arrestation de 3183 narcotrafiquants et saisie de plus de 2000 quintaux de kif traité entre 2017 et 2021

Des quantités importantes de kif traité s'élevant à 2013,86 quintaux, introduites via les frontières avec le Maroc, ainsi que 6.261.775 comprimés psychotropes ont été saisis par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont arrêté également 3183 narcotrafiquants durant la période allant du 1er janvier 2017 au 24 février 2021, indique lundi un bilan opérationnel de l'ANP. Dans le cadre de la lutte contre la campagne menée par des réseaux internationaux connus pour leurs accointances avec le régime du Makhzen en vue d'inonder l'Algérie avec la drogue, les détachements de l'ANP ont saisi 486,5 quintaux de kif traité en 2017, 246,9 quintaux en 2018, 478,15 quintaux en 2019, 703,2 quintaux en 2020 et 99,11 quintaux depuis le début de l'année 2021. Ils ont également arrêté 549 narcotrafiquants en 2017, 611 en 2018, 723 en 2019, 1028 en 2020 et 272 en 2021. Le bilan de l'ANP fait état, en outre, de la saisie de 1272028 comprimés psychotropes en 2017, 509828 comprimés en 2018, 470758 comprimés en 2019, 3611868 comprimés en 2020 et 397293 comprimés psychotropes en 2021. "A cause de ses immuables positions envers les causes justes dans le monde et dans la région, l'Algérie est en ligne de mire des réseaux internationaux alliés avec des pays de la région dont les intentions politiques sont sournoises, avec à leur tête le régime du Makhzen", est-il souligné dans ce bilan. Selon la même source, "ces réseaux s'efforce à atteindre l'épine dorsale de notre société que représente la jeunesse, et ce à travers l'acheminement de tous types de drogues". "Le régime marocain use de tous les moyens pour faire écouler et vendre ses drogues en dehors de ses frontières, et ce en faisant fi de la sécurité et la stabilité des pays du voisinage", regrette-t-elle, pointant du doigt "l'impunité assurée par le régime du Makhzen aux narcotrafiquants et aux réseaux de narcotrafic". Cette impunité "est expliquée par les tentatives du Makhzen à voiler ses multiples échecs économiques et pour apaiser l'ébullition sociale". "La pauvreté prend de l'ampleur au Maroc et le chômage s'installe de plus en plus parmi les jeunes. C'est pourquoi, le régime marocain ferme les yeux sur la contrebande et le narcotrafic. De surcroit, il encourage et motive ses éléments postés sur ses frontières pour faciliter l'acheminement des tonnes de drogues vers l'Algérie", relève le bilan. Pour faire face à ces "campagnes acharnées", l'ANP "déploie d'énormes et intenses efforts pour la sécurisation des frontières nationales et dans la lutte contre la criminalité organisée notamment les bandes de narcotrafic, à travers une stratégie globale adaptée aux méthodes des bandes de narcotrafiquants et les pays derrière elles, le Makhzen en particulier", affirme-t-on. "Cette stratégie s'avère efficace à travers les opérations de qualité menées dans le cadre de la lutte contre le narcotrafic", ajoute-t-on. Cependant, "le Maroc poursuit sa politique visant à inonder l'Algérie avec la drogue qui est devenue une menace contre la sécurité et la stabilité nationales surtout qu'elle vise la catégorie la plus vulnérable en l'occurrence nos jeunes", déplore la même source. Le régime du Makhzen, poursuit-elle, "instrumentalise, donc, la drogue pour essayer de cacher ses échecs économiques et sociaux". "En fait, la drogue et les psychotropes constituent un business rentable et épanoui au point où ils n'ont pas été affectés économiquement par la pandémie Covid-19 qui a secoué les échanges commerciaux dans le monde. Au contraire, les bandes de narcotrafic ont multiplié récemment leurs activités", souligne-t-on. Citant un rapport de l'Office de l'Organisation des Nations unies concerné par la lutte contre les stupéfiants et le crime pour l'année 2020 relatif aux répercussions de la pandémie Covid-19 sur le marché de drogues dans le monde, la même source soutient que "le Maroc demeure une zone favorite pour la production et l'exportation du cannabis".

Plans marocains pour déstabiliser la région du Sahel

Le rapport de l'ONU publié en août 2020, "a mis en garde contre la poursuite, d'une façon régulière et stable, de production et d'exportation du cannabis et de haschich depuis le Maroc vers les pays du voisinage et du Sahel, ce qui contribue au financement des groupes terroristes actifs et à la déstabilisation de la région à cause de l'interconnexion qui existe entre les bandes de narcotrafic et les groupes terroristes activant dans la région où ces groupes assurent une couverture sécuritaire aux narcotrafiquants en contrepartie d'une part des rentes des opérations de narcotrafic". De même, le rapport de l'Observatoire européen de la Drogue et de la toxicomanie, publié en juin 2020, souligne que "le Maroc est considéré comme le premier fournisseur de l'Europe en haschich et cannabis, avec un taux de 72% du total des drogues saisies en Espagne seulement". Dans un rapport adressé au président du Conseil de Sécurité de l'ONU, le coordonnateur du groupe d'experts sur le Mali, Albert Barume, relève que "le flux de stupéfiants le plus régulier et le plus stable en provenance du Maroc, transite par la Mauritanie et le Mali, puis par le Niger jusqu'en Libye, et que l'implication des groupes armés dans la criminalité organisée continue d'évoluer principalement autour de l'acheminement du haschich marocain, ce qui engendre des affrontements meurtriers tout au long des frontières marocaines". Ledit rapport évoque "des affrontements, en juillet dernier, relatifs à un convoi d'acheminement de drogues vers le Niger, et souligne aussi que ces violents conflits peuvent pousser certains groupes armés à la violation de l'accord de cessez-le-feu poussant les parties concernées par la lutte conjointe contre la criminalité organisée de redoubler d'efforts afin de venir à bout des flux de drogues". Pour illustrer, le groupe d'experts a évoqué "le dernier procès dans le cadre des efforts de lutte contre les stupéfiants en avril 2020 où la Cour suprême de Niamey a prononcé son verdict contre des individus arrêtés à cause de leur implication dans des opérations internationales de narcotrafic". Selon la même source, "les évènements remontent à avril 2018 où une grande quantité (10 tonnes) de haschich acheminée depuis le Maroc vers le Niger, a transité par la Mauritanie, le Mali et Burkina Faso, dans des camions frigorifiques". "La grande partie de ces drogues (07 tonnes) a été transférée de Niamey jusqu'en Libye. Et après des arrestations qui ont duré deux mois, les autorités nigériennes ont pu saisir plus de deux tonnes de cette même substance. Suite à quoi le marocain dénommé Andelali Boutekla a été condamné à trois ans d'emprisonnement, alors que son partenaire Ali Boulehya a pris la fuite et est retourné au Maroc".

O.P

ENR

Près d'une centaine d'exposants à la 4ème édition du SEER du 8 au 11 mars prochain

Près d'une centaine d'exposants prendront part à la 4ème édition du Salon de l'électricité et des énergies renouvelables (SEER), qui se tiendra du 8 au 11 mars courant au Palais des expositions à Alger, ont indiqué lundi les organisateurs. Organisé sous le haut patronage du ministère de la Transition énergétique et des énergies renouvelables, le SEER 2021 sera la première manifestation économique au niveau de la Safex après presque une année de paralysie due à la crise sanitaire, ont avancé les organisateurs. Le SEER, événement international organisé par la société "Advision El Djazair", sous le thème "éco-innovation", verra la participation de sociétés et organismes nationaux, en l'absence de la participations des sociétés étrangères en raison de la pandémie de la Covid-19 qui a causé la fermeture des voies aériennes, a tenu à souligner la directrice du Salon, Nassima Messaoudi. Dédié simultanément aux industries de l'électricité et des énergies renouvelables, ce salon permettra de rassembler les différents opérateurs activant dans les domaines de l'électricité et des énergies renouvelables (Fabricants d'équipements, distributeurs, bureaux d'études, fournisseurs d'électricité, installateurs) afin d'échanger leur-savoir faire dans ce domaine, a souligné la responsable. Selon Mme. Messaoudi, la 4ème édition du SEER est accompagnée par les partenaires de l'évènement que sont la société nationale d'électricité et du gaz, Sonelgaz, le Commissariat aux Energies Renouvelables et à l'Efficacité Energétique (CEREFE), le Centre de Recherche en Technologie des Semi-conducteurs pour l'Energétique (CRTSE) et le Centre de Recherche dans le domaine des Energies Renouvelables (CDER). "Des experts appartenant à ces organismes, dont la Sonelgaz et la Sonatrach, présenteront plusieurs conférences liées aux industries de l'électricité et des énergies renouvelables lors de la tenue", a ajouté la même source.

Salon des technologies de l'information et de la communication "ICT Maghreb" du 15 au 17 mars à Alger

La première édition du Salon international des technologies de l'information et de la communication "ICT Maghreb" se tiendra du 15 au 17 mars prochain au Palais de la Culture Moufdi Zakaria à Alger avec la participation d'une centaine d'exposants nationaux et internationaux dont des startups activant dans le domaine. Ce salon, destiné aux professionnels et étudiants, ambitionne d'être un "véritable carrefour d'échanges entre les professionnels du secteur IT et les fournisseurs et donneurs d'ordre de premier rang", a indiqué l'organisateur de cet évènement, Ahmed Lahri, directeur de Prolinkom Consulting, lors d'une conférence de presse co-animée avec MM. Ali Nabi et Noureddine Ouadah, respectivement représentants du ministère de la Poste et des Télécommunications, et du ministère délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'économie de la Connaissance et des Startups. Pour M. Lahri, l'ICT Maghreb est le rendez-vous des décideurs qui profiteront de cette opportunité pour s'informer sur les grandes tendances du marché, découvrir de nouveaux matériels et solutions IT, rencontrer des experts, ainsi que des clients du secteur public et privé, considérant ce salon comme une opportunité pour les entreprises de nouer des partenariats stratégiques. "C'est une véritable rencontre Networking avec des opportunités d'affaires pour les opérateurs du secteur entre télécoms, fournisseurs de services Internet et de matériel informatique, intégrateurs, éditeurs de logiciels, équipementiers, institutions financières et organisations gouvernementales", a-t-il ajouté. Au-delà des outils et des solutions présentés lors de cet évènement, l'ICT Maghreb "s'affirme également comme une plate-forme de réflexion sur l'actualité et l'évolution des TIC". En effet, plus de 40 Keynotes experts et conférences-débats seront organisés autour des thèmes suivant : "Comment faire du numérique, un levier économique important ?", "Les infrastructures Cloud, un socle important pour le numérique", "Cyber sécurité, base de confiance à l'économie numérique", "Nouvelles opportunités de la transformation numérique dans l'économie et la finance". D'autres thèmes sont également à l'ordre du jour de cet évènement. Il s'agit entre autres de panels traitant des "Acteurs digitaux comme accélérateurs de l'économie numérique : exemples des News Medias", du "Facteur humain et économie numérique : emploi et digital" et des "Télécoms en Algérie, un marché à fort potentiel". Par ailleurs, M. Lahri a fait savoir que 30 jeunes startups à "fort potentiel" ont été conviées à présenter leurs innovations dans un pavillon spécialement conçu pour ces jeunes entreprises. De son côté, M. Nabi a indiqué que le secteur de la Poste et des télécommunications œuvre à l'édification d'une société d'information inclusive, ajoutant que ce type de salon a pour objectif de permettre à développer les échanges et les expériences entre les acteurs, entreprises et universitaires activant dans le domaine, créateur de richesse et d'emploi. M. Ouadah a, pour sa part, souligné la nécessité d'organiser davantage ce type de salon visant le développement d'un écosystème favorable à la promotion de ces jeunes entreprises. Il s'agit aussi, à travers cet évènement, de contribuer à développer davantage l'utilisation des ICT en Algérie.

malika.r

Constantine

Plus d'un millier d'élèves formés aux gestes de premiers secours depuis mi février dernier

Plus d'un millier d'élèves de différents cycles scolaires de la wilaya de Constantine ont été formés aux gestes de premiers secours dans le cadre d'ateliers de formation et de sensibilisation organisés depuis mi-février dernier à l'initiative de la Direction locale de la Protection civile (DPC), a-t-on appris lundi auprès des responsables de ce corps constitué. "Ces ateliers portant sur la prévention des risques, l'évaluation de l'état général des victimes d'accidents et autres gestes de premiers secours visent à initier les élèves à réagir face aux situations urgentes", a précisé à l'APS le responsable de la cellule de communication, le capitaine Abderrahmane Lagraâ, en marge d'une journée portes ouvertes organisée dans le cadre de la célébration de la journée mondiale la Protection civile (1er mars). Selon le même responsable, le but essentiel de ce programme, lancé à partir du 14 février 2021 jusqu'à la fin mars en cours, est d'''inculquer la culture du secourisme chez les élèves''. "Traduire sur le terrain la stratégie de l'Etat, visant à impliquer cette frange de la société et à développer ses capacités dans ce domaine pour faire face aux situations urgentes et aux catastrophes, est l'autre objectif de cette initiative qui a touché également plus de 800 stagiaires des centres et instituts de formation professionnelle, répartis sur l'ensemble des communes de la wilaya'', a ajouté la même source. Des exercices de simulation de différents incidents ont également été programmés en présence notamment de nombreux stagiaires de ce secteur pour découvrir le travail des différentes unités de la Protection civile lors de leurs interventions, en cas de catastrophe naturelle ou d'accidents, a fait remarquer le capitaine Lagraâ. Depuis l'année 2010, date du lancement de la formation des secouristes bénévoles aux techniques des premiers secours, les mêmes services ont assuré la formation de plus de 2.000 personnes qui s'étaient rapprochées des différentes unités secondaires du même corps, a fait savoir la même source, rappelant que cette ''formation a connu un vaste succès'', en particulier auprès des jeunes désirant maîtriser les techniques de base en matière notamment de premiers soins et de prise en charge des victimes d'accidents de la circulation. A noter que les festivités marquant la célébration de la journée mondiale de la Protection civile, se sont déroulées à la maison de la culture Malek Haddad, au chef-lieu de wilaya, en présence de cadres, d'officiers et d'agents de ce corps constitué et de citoyens. Tenue sous le slogan "Une Protection civile forte pour préserver l'économie nationale", la manifestation a été, en outre, marquée par l'organisation d'une exposition consacrée aux équipements et matériels utilisés lors des interventions.

M.L

Caisse nationale d'assurance chômage à Mostaganem

Financement de 48 projets dans les zones d'ombre

L'agence de wilaya de la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC) de Mostaganem a financé 48 projets de création de micro-entreprises dans différents domaines dans les zones d'ombre, a-t-on appris lundi de la directrice de cette agence. En marge des portes ouvertes sur "l'emploi et l'entrepreunariat" organisées au siège de l'APW, Habiba Farah a déclaré, à l'APS que le nombre de dossiers déposés au niveau de l'agence de wilaya de la CNAC pour le financement de projets dans les zones d'ombre a atteint, l'an dernier, 70 dossiers. Durant cette période, 67 dossiers ont été acceptés dont 48 ont bénéficié de financement au niveau de plusieurs communes de la wilaya, selon la même responsable, qui a souligné que l'agence de wilaya de la CNAC a réalisé ce bilan "positif" grâce aux sorties sur le terrain effectuées en 2020 (10 sorties) ayant concerné les centres communaux (4 communes) et 28 villages classés parmi les zones d'ombre. La même instance a effectué ce travail de terrain en réalisant une étude sur les difficultés et les obstacles auxquels les jeunes font face dans ces zones d'ombre, notamment le problème de foncier agricole et l'absence de qualification professionnelle, ainsi que la difficulté de bénéficier des formules d'aide en raison du déficit financier (participation personnelle et charges financières), a-t-on fait savoir. Cette étude a permis de proposer un nombre de solutions avec l'aide des centres de formation professionnelle et d'apprentissage, ainsi que des communes, afin de permettre aux jeunes d'acquérir les qualifications professionnelles et l'amélioration de la nomenclature de wilaya des activités, ainsi que le rapprochement de l'administration du citoyen, a-t-on ajouté. L'agence de wilaya de Mostaganem de la Caisse nationale d'assurance chômage a financé, l'an dernier, 94 projets (50% dans les zones d'ombre), ce qui a permis de créer près de 148 nouveaux postes d'emploi, la plupart dans les domaines de l'agriculture, des métiers, de l'artisanat et des services

Accidents de la circulation

23 morts et 96 blessés les dernières 96 heures (Gendarmerie nationale)

Vingt-trois (23) personnes ont trouvé la mort et quatre-vingt-seize (96) autres ont été blessées dans 62 accidents de la circulation enregistrés dans 33 wilayas du 25 au 28 février écoulé, indique lundi un bilan de la Gendarmerie nationale (GN). Ces accidents ont été enregistrés, selon la même source, dans les wilayas d'Adrar, Chlef, Oum el Bouaghi, Batna, Biskra, Béchar, Blida, Tamanrasset, Tebessa, Tlemcen, Tiaret, Tizi Ouzou, Alger, Jijel, Sétif, Saida, Skikda, Sidi Belabbès, Guelma, Constantine, Médea, Mostaganem, M'sila, Mascara, Oran, Ilizi, Boumerdes, Tindouf, El Tarf, Tipaza, Mila, Ain Temouchent et Relizane. Concernant la lutte contre le trafic de stupéfiants, les unités de la GN ont saisi, durant la période allant du 25 au 28 février, un total de 22.319 comprimés psychotropes, un montant de 179.300 issu des revenus de ce trafic, 7 moyens de transport, et procédé à l'arrestation de 18 individus. S'agissant de la lutte contre la fraude et la contrebande, les mêmes services ont saisi ,au cours de la même période, 6941 unités de boissons alcoolisées, 2000 sacs de tabac à chiquer, 54 quintaux de la même matière, et 161 unités de papier à rouler. La même source fait état de la saisie de 7595 boites de cigarettes de différentes marques, 610 boites de tabac pour Chicha, 115 téléphones portables, 3 machine brise roches, 2 générateurs électriques, 10 quintaux et 90 kg de viandes de volaille, 1 quintal et 50 kg de viandes rouges, et des montants de 35.000 Da, 4850 euros, 120 USD et 1430 dinars tunisien. Douze (12) moyens de transport ont été saisis et trente-et-un (31) individus ont été arrêtés dans les wilayas de : Bejaia, Biskra, Alger, Djelfa, Sétif, Skikda, Sidi Belabbès, Mostaganem, Annaba, Oran, Bordj Bou Arreridj, Boumerdes, Saida, El Tarf, et Souk Ahras.

Saida

Remise en 2020 des clés de plus de 7.400 logements et des affectations d'auto-construction à leurs bénéficiaires

Les clés de 7.459 logements de différentes formules et des affectations destinées à l'auto-construction ont été remis à leurs bénéficiaires de la wilaya de Saida en 2020, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Il s'agit de 3.445 logements publics locatifs (LPL) de 200 logements promotionnels aidés (LPA) et de 702 logements location-vente (AADL), a-t-on précisé, signalant la remise de 2 618 décisions pour bénéficier de terrains sociaux à bâtir et 494 aides à l'habitat rural. La wilaya de Saida a bénéficié d'un programme d'habitat totalisant 56.248 logements dont 44.199 réceptionnés, 8.345 en cours, dont notamment 2.683 LPL et 2.042 LPA et 3.704 logements en voie de lancement.

Constantine

1ères journées de sensibilisation sur la promotion de la culture environnementale vendredi prochain

La première édition des journées de sensibilisation sur "la promotion de la culture environnementale dans la communauté" et l'utilisation des déchets ménagers pour atteindre les objectifs de développement durable sera organisée à partir de vendredi prochain à Constantine, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de l'environnement. Organisée à l'initiative de l'association nationale pour la promotion de la culture environnementale et des énergies renouvelables, cette manifestation de 3 jours ciblera en particulier les élèves et les étudiants considérés comme le "maillon fort" de la stratégie nationale de promotion environnementale pour un développement durable, a précisé la même source. Plusieurs activités de terrain sont prévues à la circonscription administrative Ali Mendjeli et dans la forêt d'El Baâraouia où des opérations de nettoiement et de reboisement seront effectuées par les participants, a-t-on souligné. Des ateliers d'apprentissage pour la fabrication d'engrais à partir des déchets ménagers, des séances de formation sur le recyclage des déchets organiques pour en faire des engrais naturels et autres ateliers de sensibilisation sur le tri et la valorisation des déchets ménagers figurent aussi parmi les activités prévues au menu de cette manifestation. Cette première édition des journées de sensibilisation sur la promotion de la culture environnementale dans la communauté sera organisée en collaboration avec l'Agence nationale des déchets (AND), la Conservation locale des forêts et l'Ecole nationale supérieure de biotechnologie (ENSB), a-t-on fait savoir.

El Bayadh

1.400 ha réservés à la culture de pomme de terre de saison (DSA)

Une surface estimée à 1.400 hectares a été réservée dans la wilaya d'El Bayadh pour la plantation des pommes de terre, lancée en fin février dernier, a-t-on appris lundi de la direction des services agricoles (DSA). Le chef du bureau production et appui technique, Omar Remis a souligné que l'opération de plantation, lancée dans des communes du sud à l'instar de Labiodh Sidi Cheikh avant de la généraliser aux autres communes réputées par ce genre de cultures agricoles. La DSA a initié, en parallèle à cette opération qui se poursuivra jusqu'à fin mai prochain, une campagne de vulgarisation et de sensibilisation au profit des professionnels de cette filière, dont le nombre a atteint 100, sur la préparation du sol, la protection des récoltes et l'utilisation rationnelle des moyens d'irrigation, entre autres. Ces actions de vulgarisation agricole portent aussi sur l'importance de l'utilisation des semences et intrants pour accroitre le rendement de la production, sachant que les besoins de la wilaya en semences sont estimés cette saison à 45.000 quintaux. La production de pomme de terre de saison a atteint, la saison agricole écoulée, plus de 314.000 qx destinés à la consommation et plus de 16.000 qx de semences, alors que la surface totale emblavée est de 1200 ha, a-t-on rappelé. La production de pomme de terre d'arrière saison a atteint, lors de la campagne de cueillette qui a pris fin janvier dernier, plus de 164.000 qx.

Djanet.. diverses potentialités aux perspectives de développement prometteuses

Nouvellement promue au rang de wilaya aux prérogatives à part entière à la faveur de la décision du président de la république, conformément à la loi relative au découpage territorial du pays, Djanet, "perle du Tassili", aura à occuper la place qui lui sied au titre de la carte monographique du pays. Confinée à l'extrême Sud-est du pays sur une surface de 84.168 km2, occupée par une population de plus de 26.595 âmes, réparties notamment à travers ses deux communes du chef lieu de la wilaya et de Bordj El-Houas, Djanet, limitrophe aux frontières Libyennes et Nigériennes, offre d'importantes potentialités minières et touristiques la hissant en pôle économique par excellence.

Des atouts touristiques considérables

Distante de quelques 2.300 Km d'Alger, Djanet, "la Perle du désert" constitue à chaque avènement de la saison touristique, un point de convergence des touristes nationaux et étrangers qui viennent découvrir les grands atouts que recèle cette vaste région et dévoiler certains volets des mystères de l'art architectural traditionnel marquant les trois vieux Ksour ancestraux d'El-Mihane, Azelouaz et Adjahil, classés patrimoine national sauvegardé, conférant à la ville de Djanet, sur fonds de couleurs blanche et rouge brique, une image saharienne féerique unique. Cette région saharienne peut, à l'instar d'autres collectivités territoriales du pays, s'enorgueillir de ses impairs atouts largement dominés par le grand parc national culturel du Tassili-N'Ajjer, plus vaste musée à ciel ouvert, où foisonnent de multiples sites géologiques et gravures rupestres aux valeurs historiques et artistiques, classé en 1982 au titre de la liste du patrimoine universel. A cette richesse et splendeur naturelle que renferme la nouvelle wilaya, vient se greffer l'Oasis d'Ihrir, classée en 2001 zone humide à importance mondiale au titre de la convention de Ramsar. La zone humide offre une panoplie de facteurs d'attrait touristique, dont les plans d'eau servant de lieu de vie et de prédilection de la richesse floristique et faunistique, avifaune composée d'oiseaux migrateurs. L'intérêt que revêtent ces atouts touristiques et artisanaux dans la région, traduits par pas moins de 41 agences touristiques et quatre (4) structures hôtelières, ne peuvent, toutefois, occulter les efforts fournis par la population locale, à l'appui des pouvoirs publics, pour booster l'investissement dans d'autres créneaux, dont le minier en foisonnement à travers le territoire de Djanet.

MALIKA.Z

WILAYAS D'IN GUEZZAM ET IN SALAH

Relever les défis de développement, principal enjeu

Promues récemment par le Président de la République au rang de wilayas dotées de pleines prérogatives, la wilaya frontalière d'In Guezzam et la wilaya d'In Salah auront pour principal enjeu la réalisation de davantage d'acquis en matière de développement au profit de leurs populations. Située à 420 km à l'extrême Sud de Tamanrasset, la wilaya d'In Guezzam qui s'étend sur plus de 88.000 km2 est habitée par 31.936 habitants et comprend deux communes, In Guezzam et Tin Zaouatine, toutes deux frontalières, respectivement, avec le Niger et le Mali. Dans le cadre des efforts de l'Etat visant à améliorer les conditions de vie de la population, la wilaya d'In Guezzam a connu, au cours des dernières années, la concrétisation de près de 100 opérations de développement inscrites au titre de différents programmes de développement (sectoriels et communaux) et portant sur plusieurs secteurs d'activité. Les habitants d'In Guezzam qui ont accueilli, avec grand soulagement, la décision de la promotion de leur circonscription au rang de wilaya, attendent de voir se concrétiser, les retombées de cette décision, en terme de développement dans cette zone frontalière à fortes potentialités agricoles et à vocation pastorale. Pour ce faire, des opérations ont été orientées vers l'électrification rurale, l'électrification des périmètres agricoles et la réalisation et l'équipement de puits pastoraux et de forages agricoles, avec mise en place de programmes d'appui à l'activité des éleveurs. L'exploitation des capacités agricoles d'In Guezzam l'aidera à réaliser diverses activités d'investissement qui contribueront au développement de cette wilaya frontalière, à la diversification de l'économie et à la promotion des échanges commerciaux, notamment vers les marchés africains. Vu la situation stratégique de la nouvelle wilaya d'In Guezzam, deux opérations ont été lancées pour la réalisation de deux infrastructures à In Guezzam et Tin Zaouatine, afin de développer les échanges commerciaux avec les pays voisins. Par ailleurs, la wilaya d'In Salah recense la région de Tidikelt dont la superficie totale dépasse 134.000 km², avec plus de 164.000 habitants, répartis sur trois communes (In Salah, Foggaret Ezzaouia et In Ghar). Elle regorge également des richesses souterraines du pétrole et du gaz, ce qui la qualifie, notamment après sa promotion, à devenir un pôle industriel par excellence.

m.l

Mostaganem

Vers la réalisation de trois postes avancés de la Protection civile

Trois postes avancés de la Protection civile seront réalisés dans la wilaya de Mostaganem, a annoncé, lundi, le directeur de wilaya de ce corps constitué, le colonel Zeghid Abdelhamid. "Ces nouvelles structures contribueront au renforcement de la couverture préventive et de l'intervention, ainsi que la gestion des différents dangers, notamment au niveau des routes nationales, du littoral et de l'espace forestier Bourahma", a indiqué à l'APS le colonel Zeghid, en marge de la célébration de la journée internationale de la Protection civile. Selon le même responsable, une structure a été prévue dans la commune de Oued El-Kheir pour y réaliser un nouveau poste avancé, qui couvrira la voie entre le port de Mostaganem et l'autoroute est-ouest, ainsi que la route nationale 90 A, pour une enveloppe de 10 millions de dinars du budget de la wilaya. Les services de la Protection civile prévoient également de réaliser deux autres postes similaires dans la commune de Touahria pour la couverture de quatre collectivités locales de la daïra de Mesra et de la commune de Benabdelmalek Ramdane, afin de couvrir la densité de la circulation routière sur la route nationale 11 côtière durant la saison estivale, et ce, après la mise en activité, dernièrement, du poste avancé au niveau d'El-Mactaâ et la brigade de lutte contre les incendies à Ouled Bouziane. Concernant le rôle de la Protection civile dans la préservation de l'économie nationale, qui est le slogan de la journée mondiale de la protection civile, cette année, le colonel Zeghid a indiqué que ses services ont étudié, en 2020, quelque 360 dossiers concernant l'investissement dans les différentes étapes de réalisation du projet, sur plan, durant la réalisation ou lors de l'octroi de l'autorisation d'exploitation. Il a ajouté que ces études, qui visent à maitriser les différents types de dangers et leur prévention, sont réalisées en un temps ne dépassant pas une semaine, alors qu'elles duraient 21 jours auparavant. A cette occasion, une exposition sur les différentes équipes de la Protection civile a été organisée à l'unité principale de Mostaganem, ainsi qu'une simulation d'une équipe cynotechnique (chiens dressés). En outre, des sportifs et des agents ayant effectué des actions héroïques l'année dernière, ont été récompensés.

E.R

Tlemcen

Plus de 110.000 plants mis en terre depuis octobre 2020

Plus de 110.000 plants ont été mis en terre depuis octobre 2020 à ce jour dans la wilaya de Tlemcen, dans le cadre du reboisement visant à repeupler les massifs forestiers touchés par les incendies l'an dernier, a indiqué lundi un responsable à la conservation des forêts, Ammar Berriah. Ce nombre important de plants mis en terre dans divers espaces verts de la wilaya ainsi que dans les zones touchées par le feux de forêts comme Honaine, Moutas, Sabra et autres régions durement affectées par ces incendies a été rendu possible grâce à la mobilisation des associations, de la société civile, des agents des forêts et des éléments de l'Armée populaire nationale, de la protection civile, des Scouts musulmans algériens et d'universitaires. Jusqu'à présent, ce sont près de dix mille personnes qui ont pris part aux campagnes organisées régulièrement en fin de semaine à travers la wilaya, dans l'optique de permettre aux espaces forestiers de Tlemcen qui couvrent plus de 200.000 hectares de se régénérer après la vague d'incendies ayant ravagé des centaines d'hectares, a-t-il souligné. Par ailleurs, la conservation des forêts est en train de réaliser de nombreuses opérations à même de contribuer au développement du secteur et de préserver le patrimoine forestier, à l'instar de l'ouverture des pistes dans les massifs forestiers. Deux opérations d'ouverture de pistes inscrites au titre des programmes du Fonds national de développement rural (FNDR) et du plan sectoriel de développement (PSD) sont en cours de réalisation, ajoute-t-on de même source.

L.M

Oran

Placement de plus de 8.400 jeunes dans des postes de travail durant les 4 derniers mois

Le secteur de l'emploi de la wilaya d'Oran a enregistré, depuis le mois d'octobre dernier, plus de 8.400 jeunes dans des postes d'emploi au niveau d'établissement publics et privés, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. Durant cette période, il a été répondu à 8.400 offres d'emploi au niveau des entreprises économiques publiques et privées qui se trouvent à Oran,a-t-on indiqué, soulignant que 8.413 jeunes (hommes et femmes) ont été placés dans des postes d'emploi, selon la même source. Durant cette période, 370 postes d'emploi ont été créés dans le cadre de l'encouragement à l'entreprenariat et de la création de petites et moyennes entreprises, de même que 798 bénéficiaires des dispositifs d'aides à l'insertion professionnelle et sociale ont été titularisés dans des postes permanents, notamment pour ceux ayant exercé durant 8 ans et plus, a-t-on fait savoir. Pour garantir une main d'œuvre qualifiée, il a été décidé aussi de placer 113 jeunes dans des spécialités rares nécessitant une formation spécifique et non disponible chez les demandeurs d'emploi, notamment dans le domaine du bâtiment, des travaux publics et du tourisme. Pour assurer aux jeunes un plus grand nombre possible de postes d'emploi , une commission de la wilaya a été chargée pour cela de veiller au suivi des procédures et des conditions d'embauche dans les entreprises et les sociétés afin de prendre en charge les préoccupations des demandeurs d'emploi.

AMINE.Z

Paramédical

10.000 postes pédagogiques ouverts

Le directeur de la formation au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Toufik Amrani a fait état de "l'ouverture de 10.000 postes pédagogiques pour les paramédicaux", à pourvoir dans le cadre d'un concours national pour l'accès à trois spécialités d'aides médicaux. "Les dix mille (10.000) postes budgétaires ouverts par la Fonction publique au profit pour les candidats justifiant un niveau scolaire de la troisième année secondaire, concernent les aides-soignants généraux, les assistants fauteuil dentaire et les auxiliaires en puériculture", a précisé l'APS le même responsable, indiquant que cette opération s'inscrit dans le cadre du plan élaboré par le ministère après l'ouverture des inscriptions, le 4 février dernier via la plateforme numérique qui a été créée dans le but d'assurer la décentralisation et de faciliter la procédure pour les citoyens". A cet effet, le ministère a reçu plus de 240.000 demandes de candidatures à travers le territoire national, a ajouté M. Amrani, qui a fait savoir que la clôture des inscriptions sera à partir du mardi 02 mars, après l'approbation des listes par les directions de la Santé et de la Population (DSP) de wilayas. "Les candidats peuvent consulter leurs comptes sur la plateforme pour voir s'ils ont été retenus. S'ils ne le sont pas, ils peuvent faire un recours dans les 48 heures suivant la publication de la liste définitive. De son côté, la DSP a 48 heures pour répondre à ce recours", a-t-il précisé.Les candidats retenus, ajoute-t-il, peuvent imprimer leurs convocations, le 08 mars 2021, et se présenter au concours qui aura lieu le 13 mars.Au bout de deux ans d'études au niveau des différents centres de formation du pays, l'étudiant obtient un certificat dans les spécialités d'aides-soignants généraux, d'assistants fauteuil dentaire et d'auxiliaires en puériculture. M. Amrani a affirmé ,par ailleurs, que cette formation intervient pour combler le déficit dont souffrent les différents établissements de santé en matière d'agents paramédicaux, socle de diverses activités médicales, et ce après le départ volontaire en retraite dans les années 2015/2016 et la suspension de la formation pour sept ans au milieu des années 2000. Le même responsable, a par ailleurs, imputé ce déficit à la forte demande enregistrée en la matière et à l'ouverture de nouvelles structures sanitaires, ce qui a requis, a-t-il ajouté, l'ouverture de nouveaux centres de formation en paramédical dans les wilayas qui ne disposaient auparavant pas de ces spécialités, tout en renforçant ces structures en les dotant en maîtres-assistants et en ressources humaines. Pour le responsable, le déficit se fait toujours sentir pour les paramédicaux bacheliers, au niveau de plusieurs établissements de santé du pays, ce qui a poussé les Pouvoirs publics à mettre en place un plan de formation en la matière, pour les trois années prochaines. Ceci contribuera à combler ce déficit et concrétiser, à l'avenir, une gestion ordinaire des établissements de santé, a-t-il ajouté. Concernant la création de nouvelles spécialités au diapason des progrès de la Science et du secteur, Dr Toufik Amrani estime qu'elle est liée aux statuts des corps de la santé et soumise à des textes juridiques supplémentaires. S'agissant de la formation dans les écoles privées dont les diplômés sont confrontés à des difficultés de recrutement, le même intervenant a indiqué que conformément aux lois en vigueur, ces diplômés sont orientés exclusivement vers les cliniques privées, mais pouvant, toutefois, être recrutés dans le secteur public, s'ils n'arrivent pas à trouver des postes dans le privé. Le responsable a indiqué, à l'occasion, que le ministère s'emploie à aider et encourager les écoles privées de formation paramédicale, à diversifier les spécialités et à en créer d'autres, à même de permettre l'octroi de postes dans les deux secteurs public et privé, avec création de postes pédagogiques d'assistants en pharmacie. Le but étant de consolider le partenariat entre les deux secteurs public et privé en matière de formation paramédicale, toutes spécialités confondues et de résorber le chômage.

M.L

Covid-19 à Aïn Defla

Près de 1.800 évacuations vers les structures de santé effectuées depuis le début de la pandémie (PC)

Près de 1.800 évacuations vers les structures de santé de personnes atteintes du nouveau coronavirus (Covid-19) ou suspectées d'en être atteintes ont été effectuées par la Protection civile à Aïn Defla depuis le début de la pandémie à ce jour, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de ce corps constitué. "Depuis le début de la pandémie du nouveau coronavirus à ce jour, nos services ont procédé à 1.797 évacuations vers les structures de santé de personnes atteintes de la Covid-19 ou suspectées d'en être atteintes à Aïn Defla, a indiqué le chargé de communication le capitaine Kamel Hamdi en marge de la célébration de la Journée internationale de la protection civile coïncidant avec le 1er mars de chaque année. Relevant que les éléments de la Protection civile ont été à l'avant-garde dans la lutte contre le redoutable virus depuis son avènement, il a noté que ces derniers sont toujours sur le qui-vive. "Dès lors que le combat contre la Covid-19 n'est pas définitivement achevé, nous faisons preuve de vigilance et sommes prêts à parer à toute éventualité afin de contribuer aux efforts visant à empêcher la propagation du virus", a-t-il relevé. Outre les évacuations vers les structures de santé, M. Hamdi a fait état de nombreuses campagnes de sensibilisation des citoyens sur l'importance de l'observation des gestes barrières, ainsi que des opérations de désinfection et de distribution de masque de protection buccale. Au sujet des intoxications au monoxyde de carbone, le même officier a fait état de 8 interventions des pompiers au début de l'année en cours, lesquelles se sont soldées par deux décès et 15 personnes secourues. Selon lui, ce bilan est relativement "lourd" par rapport à la même période de l'année dernière où aucun décès n'avait été déploré.

Les scouts et l'OMS

Signature d'une convention de partenariat

Un accord de collaboration dans le domaine de la santé a été signé, lundi à Alger, entre les Scouts musulmans algériens (SMA) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en vue de sensibiliser les populations sur la "nécessité" du maintien des mesures de prévention et "l'importance" de vaccination contre la pandémie de la Covid-19. Lors de la cérémonie de signature de l'accord qui s'est déroulée au siège national du commandement général des Scouts musulmans algériens (SMA), la représentante de l'OMS en Algérie, Dr Oubraham Lilia, a indiqué que ce projet s'avère "plus que primordial en réponse et en accompagnement à la société algérienne", soulignant que l'ensemble des interventions vont servir non seulement à "sensibiliser, à faire comprendre à la population qu'il est nécessaire de continuer dans ces mesures de prévention, mais aussi de leur faire comprendre l'importance de la vaccination". Pour ce qui est de but de ces interventions qui vont avoir un "impact et un résultat", selon la représentante de l'OMS en Algérie, est de lutter "contre la stigmatisation, le suivi des rumeurs, la désinformation, et les problèmes du méfiance", ajoutant que cela ne sera possible qu'avec l'engagement de tous les partenaires et surtout de la société civile". " Un engagement qui est nécessaire à renforcer, d'autant que l'Algérie entame la phase de la vaccination", affirme-t-elle. Dr Oubraham a mis en avant le rôle des Scouts musulmans algériens (SMA) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui est "d'accentuer les interventions pour convaincre la population et la faire adhérer à la vaccination qui reste la première arme pour lutter et contrecarrer l'évolution de la pandémie de la Covid-19", après bien sûr toutes les mesures de la prévention. La représentante de l'OMS a estimé que "nous sommes dans une phase d'accalmie par rapport à l'évolution de la pandémie, et la population a pris confiance de la stabilisation de l'amélioration et a vu l'impact des mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre cette pandémie", ajoutant que la situation sanitaire en Algérie est stable et s'est "énormément" améliorée comparativement aux mois précédents. De son côté, le commandant général des Scouts musulmans algériens, Abderrahmane Hamzaoui, a affirmé lors de son intervention que le travail communautaire fait partie de la "mission", des "convictions" et de l'éducation des Scouts musulmans algériens qui sont toujours au devant de la scène. Concernant cet accord de partenariat qui sera mis en œuvre dans l'ensemble du territoire national, M. Hamzaoui a souligné que cela consiste à sensibiliser et informer toutes les couches de la société pour une prise de conscience. Le Commandant des Scouts a mis en exergue le rôle joué par son organisation dans la lutte contre la pandémie de la Covid-19 durant plusieurs mois affirmant que "l'Algérie a enregistré de bons résultats dans la lutte contre le coronavirus". "Le plus important de ce projet c'est le volet de la formation des acteurs de la société civile", a déclaré M. Hamzaoui qui rappelle que la sensibilisation et la vigilance doivent être de mise et se poursuivre même après la pandémie. "Nous comptons aller vers la professionnalisation dans le travail communautaire et ce avec une formation de haut niveau et la mise à niveau de l'ensemble des adhérents des SMA", a-t-il souligné. Le projet qui porte sur les interventions communautaires en appui à la stratégie de riposte de l'Algérie à la pandémie de la Covid-19, est co-financé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Ambassade des Pays-Bas en Algérie.

MALIKA .Z

l'extraction d'huiles végétales essentielles

Plus de 200 personnes bénéficient d'une formation

Plus de 200 personnes ont bénéficié de sessions de formation au niveau national dans le domaine de l'extraction d'huiles végétales essentielles au cours des trois dernières années, a-t-on appris lundi à Oran de Noureddine Ayadi encadreur des sessions de formation. La formation dans la filière extraction d'huiles végétales essentielles, qui représente un investissement prometteur et créateur de richesse au vu de la hausse de l'utilisation des huiles essentielles et végétales, connaît un intérêt grandissant de la part des différentes franges de la société, à l'instar des femmes rurales, des médecins, des pharmaciens et des étudiants, a indiqué à l'APS M. Ayadi en marge de la session de formation dans ce domaine ayant débuté lundi à Oran à l'initiative de l'association de promotion de la femme rurale "Main dans la main". Le même formateur a fait savoir qu'il encadrera des sessions similaires à Tipasa, Oran, Alger et Constantine pour répondre à la demande de ceux qui veulent se spécialiser dans l'extraction des huiles essentielles végétales. "Cet intérêt est dû à la demande en hausse sur les huiles essentielles végétales, notamment par les femmes, sachant que ces produits sont destinés à la cosmétologie et à la parapharmacie, ainsi qu'à tous ceux habitués à acquérir ces produits naturels de l'étranger et qui les achètent actuellement au niveau national en raison de la fermeture des frontières suite à la pandémie de la covid-19, ce qui leur permet de mieux connaître les producteurs algériens et leurs produits, qui n'ont rien à envier aux produits importés", a souligné Noureddine Ayadi. Les réseaux sociaux ont, pour leur part, joué un rôle prépondérant pour promouvoir les huiles essentielles végétales algériennes durant cette période marquée par la pandémie du Covid-19 et de réaliser des ventes importantes, ce qui a conduit à une augmentation de la demande de formation dans cette activité dans la but de créer des micro-entreprises, selon cet encadreur qui a participé à l'organisation de cette session de formation. "L'activité d'extraction de ces huiles ouvre des perspectives aux femmes rurales pour devenir productrices, sachant qu'elles sont la colonne vertébrale de cette activité qui permet d'augmenter les revenus de l'agriculteur, à travers la fourniture de la matière première (plantes), en plus de l'apparition d'autres activités entrant dans le cadre de la transformation de ces huiles en produits cosmétiques et parapharmaceutiques", a indiqué M. Ayadi. Une quinzaine de stagiaires participent à cette session de formation de deux jours qui comporte des ateliers pratiques et qui sera couronnée par des certificats de qualification agréés par l'Etat, ce qui permet aux stagiaires formés de créer des micro-entreprises et de bénéficier de micro-crédit, a indiqué Ayadi Noureddine.

LEILA.Z

2013,86 quintaux de kif et 6.261.775 comprimés psychotropes ont été saisis

Drogue : le Maroc empoisonne la région

Principale « arme » du Makhzen qui tend à empoisonner toute la région, la drogue marocaine inonde les pays voisins, dont le nôtre. Ainsi, il ne se passe pas un jour sans que les services de sécurité, tout corps confondus n'annoncent la saisie de quantités astronomiques de drogue, notamment du kif traité. Le royaume marocain n'en démord pas. Il continue à livrer son pison sans scrupule. Le but n'est autre que la déstabilisation de la région. Autrement dit, le royaume confirme son caractère de délinquant. Aucun pays voisin n'est épargné par le lot de drogue que diverse le Maroc sur les frontières. Ainsi, des quantités importantes de kif traité s'élevant à 2013,86 quintaux, introduites via les frontières avec le Maroc, ainsi que 6.261.775 comprimés psychotropes ont été saisis par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont arrêté également 3183 narcotrafiquants durant la période allant du 1er janvier 2017 au 24 février 2021, indique lundi un bilan opérationnel de l'ANP. Dans le cadre de la lutte contre la campagne menée par des réseaux internationaux connus pour leurs accointances avec le régime du Makhzen en vue d'inonder l'Algérie avec la drogue, les détachements de l'ANP ont saisi 486,5 quintaux de kif traité en 2017, 246,9 quintaux en 2018, 478,15 quintaux en 2019, 703,2 quintaux en 2020 et 99,11 quintaux depuis le début de l'année 2021. Ils ont également arrêté 549 narcotrafiquants en 2017, 611 en 2018, 723 en 2019, 1028 en 2020 et 272 en 2021. Le bilan de l'ANP fait état, en outre, de la saisie de 1272028 comprimés psychotropes en 2017, 509828 comprimés en 2018, 470758 comprimés en 2019, 3611868 comprimés en 2020 et 397293 comprimés psychotropes en 2021. "A cause de ses immuables positions envers les causes justes dans le monde et dans la région, l'Algérie est en ligne de mire des réseaux internationaux alliés avec des pays de la région dont les intentions politiques sont sournoises, avec à leur tête le régime du Makhzen", est-il souligné dans ce bilan. Selon la même source, "ces réseaux s'efforce à atteindre l'épine dorsale de notre société que représente la jeunesse, et ce à travers l'acheminement de tous types de drogues". "Le régime marocain use de tous les moyens pour faire écouler et vendre ses drogues en dehors de ses frontières, et ce en faisant fi de la sécurité et la stabilité des pays du voisinage", regrette-t-elle, pointant du doigt "l'impunité assurée par le régime du Makhzen aux narcotrafiquants et aux réseaux de narcotrafic". Cette impunité "est expliquée par les tentatives du Makhzen à voiler ses multiples échecs économiques et pour apaiser l'ébullition sociale". "La pauvreté prend de l'ampleur au Maroc et le chômage s'installe de plus en plus parmi les jeunes. C'est pourquoi, le régime marocain ferme les yeux sur la contrebande et le narcotrafic. De surcroit, il encourage et motive ses éléments postés sur ses frontières pour faciliter l'acheminement des tonnes de drogues vers l'Algérie", relève le bilan. Pour faire face à ces "campagnes acharnées", l'ANP "déploie d'énormes et intenses efforts pour la sécurisation des frontières nationales et dans la lutte contre la criminalité organisée notamment les bandes de narcotrafic, à travers une stratégie globale adaptée aux méthodes des bandes de narcotrafiquants et les pays derrière elles, le Makhzen en particulier", affirme-t-on. "Cette stratégie s'avère efficace à travers les opérations de qualité menées dans le cadre de la lutte contre le narcotrafic", ajoute-t-on. Cependant, "le Maroc poursuit sa politique visant à inonder l'Algérie avec la drogue qui est devenue une menace contre la sécurité et la stabilité nationales surtout qu'elle vise la catégorie la plus vulnérable en l'occurrence nos jeunes", déplore la même source. Le régime du Makhzen, poursuit-elle, "instrumentalise, donc, la drogue pour essayer de cacher ses échecs économiques et sociaux". "En fait, la drogue et les psychotropes constituent un business rentable et épanoui au point où ils n'ont pas été affectés économiquement par la pandémie Covid-19 qui a secoué les échanges commerciaux dans le monde. Au contraire, les bandes de narcotrafic ont multiplié récemment leurs activités", souligne-t-on. Citant un rapport de l'Office de l'Organisation des Nations unies concerné par la lutte contre les stupéfiants et le crime pour l'année 2020 relatif aux répercussions de la pandémie Covid-19 sur le marché de drogues dans le monde, la même source soutient que "le Maroc demeure une zone favorite pour la production et l'exportation du cannabis".

Plans marocains pour déstabiliser la région du Sahel

Le rapport de l'ONU publié en août 2020, "a mis en garde contre la poursuite, d'une façon régulière et stable, de production et d'exportation du cannabis et de haschich depuis le Maroc vers les pays du voisinage et du Sahel, ce qui contribue au financement des groupes terroristes actifs et à la déstabilisation de la région à cause de l'interconnexion qui existe entre les bandes de narcotrafic et les groupes terroristes activant dans la région où ces groupes assurent une couverture sécuritaire aux narcotrafiquants en contrepartie d'une part des rentes des opérations de narcotrafic". De même, le rapport de l'Observatoire européen de la Drogue et de la toxicomanie, publié en juin 2020, souligne que "le Maroc est considéré comme le premier fournisseur de l'Europe en haschich et cannabis, avec un taux de 72% du total des drogues saisies en Espagne seulement". Dans un rapport adressé au président du Conseil de Sécurité de l'ONU, le coordonnateur du groupe d'experts sur le Mali, Albert Barume, relève que "le flux de stupéfiants le plus régulier et le plus stable en provenance du Maroc, transite par la Mauritanie et le Mali, puis par le Niger jusqu'en Libye, et que l'implication des groupes armés dans la criminalité organisée continue d'évoluer principalement autour de l'acheminement du haschich marocain, ce qui engendre des affrontements meurtriers tout au long des frontières marocaines". Ledit rapport évoque "des affrontements, en juillet dernier, relatifs à un convoi d'acheminement de drogues vers le Niger, et souligne aussi que ces violents conflits peuvent pousser certains groupes armés à la violation de l'accord de cessez-le-feu poussant les parties concernées par la lutte conjointe contre la criminalité organisée de redoubler d'efforts afin de venir à bout des flux de drogues". Pour illustrer, le groupe d'experts a évoqué "le dernier procès dans le cadre des efforts de lutte contre les stupéfiants en avril 2020 où la Cour suprême de Niamey a prononcé son verdict contre des individus arrêtés à cause de leur implication dans des opérations internationales de narcotrafic". Selon la même source, "les évènements remontent à avril 2018 où une grande quantité (10 tonnes) de haschich acheminé depuis le Maroc vers le Niger, a transité par la Mauritanie, le Mali et Burkina Faso, dans des camions frigorifiques". "La grande partie de ces drogues (07 tonnes) a été transférée de Niamey jusqu'en Libye. Et après des arrestations qui ont duré deux mois, les autorités nigériennes ont pu saisir plus de deux tonnes de cette même substance. Suite à quoi le marocain dénommé Andelali Boutekla a été condamné à trois ans d'emprisonnement, alors que son partenaire Ali Boulehya a pris la fuite et est retourné au Maroc", ajoute-t-on encore.

O. K/APS

Virus : Les Tchèques se tournent vers le vaccin russe face aux retards

La République tchèque, durement touchée par la Covid-19, a commandé une livraison de vaccin russe Spoutnik V pour pallier les retards d'arrivée des doses de l'Union européenne, et envisage aussi le recours à celui du laboratoire chinois Sinopharm, a indiqué dimanche le président Milos Zeman. "Après avoir consulté le Premier ministre, j'ai envoyé une lettre au (président russe) Vladimir Poutine, lui demandant une fourniture de vaccin Spoutnik V", a déclaré le président tchèque sur la chaîne Prima TV. "Les informations venant de l'ambassade russe donnent à penser qu'elle pourrait arriver dans les prochains jours", a indiqué le dirigeant. Il a ajouté qu'il accepterait aussi volontiers le vaccin chinois Sinopharm dans le pays - qui a enregistré 1,2 million de cas et 20.000 morts du Covid-19 -, estimant que "les vaccins n'ont pas d'idéologie". Ni le vaccin Spoutnik V, ni celui du laboratoire Sinopharm, n'ont reçu le feu vert de l'Agence européenne des médicaments (EMA), contrairement aux vaccins Pfizer/BioNTech, Moderna et AstraZeneca/Oxford, utilisés en République tchèque. Mais M. Zeman et le Premier ministre Andrej Babis ont indiqué qu'ils n'attendraient pas cette autorisation. "Tout ce dont nous avons besoin, c'est d'un tampon de l'Autorité nationale (tchèque) de régulation des médicaments", a indiqué M. Babis, qui s'est rendu en Hongrie et en Serbie, pays qui les utilisent, pour en apprendre davantage sur ces deux vaccins. L'Allemagne a indiqué dimanche qu'elle expédierait 15.000 doses à la République tchèque lundi, sans préciser de quel vaccin il s'agit. La République tchèque est le premier pays en termes de nouvelles infections pour 100.000 habitants au cours des 14 derniers jours et le deuxième après la Slovaquie voisine pour les morts, selon un comptage. Les vaccinations sont plus lentes que prévu dans ce pays de 10,7 millions d'habitants. Les médecins tchèques ont administré quelque 650.000 doses, ce que certains responsables politiques imputent à une lenteur des fournitures européennes. L'UE a été très critiquée pour les importants délais de livraison des premiers vaccins anti-Covid.

M.L

Trafic de timbres fiscaux en Guinée équatoriale : huit hauts fonctionnaires condamnés

Huit hauts fonctionnaires équato-guinéens ont été condamnés à des peines allant "de six mois à 17 ans de prison" pour un trafic de timbres fiscaux estimé à plusieurs millions d'euros, et cinq autres ont été acquittés, selon le verdict publié dimanche. Les treize fonctionnaires, placés en détention préventive à la prison centrale de Malabo en juillet dernier, étaient jugés depuis le 8 février notamment pour "détournement de fonds publics, blanchiment d'argent, dissimulation", indique le site officiel du gouvernement sur lequel a été publié le verdict. Les huit personnes reconnues coupables ont aussi été condamnées à des amendes allant de 50.000 à 200 millions de francs CFA (de 76 à 305.000 euros) et tous leurs biens mobiliers et immobiliers ont été saisis au profit du Trésor public. Depuis 2015, la vente de ces timbres volés au Trésor public par ces agents a généré des "milliards de francs CFA" (des millions d'euros), avait expliqué en juillet à la télévision d'Etat le chef des enquêteurs, le colonel de gendarmerie Antonio Okomo. Les timbres volés par les fonctionnaires étaient ensuite revendus à un réseau clandestin. La vente de ces timbres a permis aux accusés de "construire des résidences" ou encore "des écoles privées", selon l'enquêteur. La Guinée équatoriale, dirigée depuis 40 ans d'une main de fer par le président Teodoro Obiang Nguema, est l'un des pays les plus riches du continent africain, grâce à son pétrole, mais une grande partie de sa population vit dans la pauvreté. Les ONG dénoncent régulièrement le manque de redistribution des richesses et une corruption endémique. En 2002, des cambrioleurs, bénéficiant de la complicité d'agents du Trésor public avaient réussi à dérober plusieurs millions d'euros à cette administration.

A.M

Les Had'tiens dans la rue contre l'insécurité et un retour de la "dictature"

Plusieurs milliers d'Had'tiens ont manifesté dimanche ŕ Port-au-Prince et dans quelques villes de province pour dénoncer la recrudescence des enlčvements commis par les gangs et accusant le pouvoir en place de chercher ŕ imposer une nouvelle "dictature". Depuis l'automne, Had'ti enregistre une recrudescence des enlčvements contre rançon qui touchent indistinctement les habitants les plus riches, et la majorité vivant sous le seuil de pauvreté. Les manifestants se sont ainsi émus de l'assassinat par des inconnus dimanche matin d'un pédiatre de 63 ans devant sa clinique dans la capitale. Selon les riverains témoignant auprčs de médias locaux, ils auraient tenté de l'enlever. "Dans un pays qui manque déjŕ cruellement de médecins... Des malveillants, malintentionnés, ont tué cet homme et on ne sent pas que les

autorités soient motivées ŕ résoudre ce problčme" a déploré un manifestant, Elysée Polycarpe. D'autres ont mis en cause la légitimité du président Jovenel Mod'se et dénoncé et des velléités de "dictature" de la part du pouvoir en place.

A.M

Covid

"Baisse spectaculaire" des cas en Afrique du Sud et allègement des

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a annoncé dimanche soir un nouvel allègement dès lundi des restrictions imposées pour endiguer la propagation du Covid-19 dans le pays le plus touché du continent, après une "baisse spectaculaire" du nombre de contaminations. Cet allègement, qui entre en vigueur dès ce dimanche à minuit (22H00 GMT), va permettre une reprise de la plupart des activités économiques, dans un pays à l'économie sinistrée par le virus. Dans une adresse télévisée, M. Ramaphosa a fait état d'une baisse constante des contaminations et des admissions hospitalières ces huit dernières semaines. "Grâce à la baisse du nombre d'infections, le pays peut désormais alléger certaines restrictions concernant les déplacements et l'activité économique", a-t-il annoncé. "Nous le faisons prudemment", a-t-il ajouté. Le pays passe directement du niveau d'alerte 3 au niveau d'alerte 1 - sur une échelle de 5 -: le couvre-feu national est notamment raccourci et sera désormais en vigueur entre minuit et 04H00. Selon le chef de l'Etat, l'Afrique du Sud a enregistré un peu moins de 10.000 nouveaux cas de Covid-19 au cours de la semaine écoulée, contre plus de 40.000 au cours de la dernière semaine de janvier et environ 90.000 au cours de la dernière semaine de décembre. Il a attribué cette "baisse spectaculaire" aux mesures de santé publique, aux changements de comportement et l'acquisition d'une immunité chez ceux précédemment contaminés.

A.Z

France

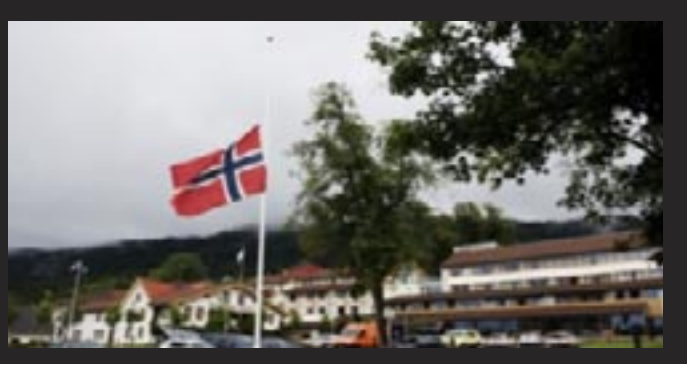
Le pass "sanitaire" anti-Covid pourrait intégrer des tests négatifs

Le "pass sanitaire" envisagé par la France pour faire face à la pandémie de Covid-19 pourrait recenser les tests négatifs effectués par son titulaire, a indiqué dimanche le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes Clément Beaune. "La vaccination ne peut pas être le sésame unique de réouverture des activités sinon on crée une société à deux vitesses, très injuste", a-t-il déclaré dans l'émission "Questions politiques" de la radio France Inter, de France Télévisions et du quotidien Le Monde. "Il faut différents outils (...) Il faut étendre notre gamme", a-t-il dit en rappelant que dans l'immédiat l'accès aux vaccins anti-Covid reste limité aux populations les plus à risque et que les jeunes notamment ne pourront pas se faire vacciner "avant l'été". "Quand vous avez un test PCR négatif aujourd'hui vous pouvez prendre l"avion pour aller en Europe parce que vous n'êtes pas à risque", a relevé Clément Beaune. "Il faudra peut-être une application où vous pourrez montrer que vous êtes soit vacciné et donc protégé, soit (un) test PCR négatif ou (un) test antigénique négatif fiable, comme cela vous n'êtes pas à risque non plus", a-t-il suggéré. Le gouvernement français réfléchit à la mise en place d'un "pass sanitaire", qui ne sera pas un passeport "vaccinal", en vue de la réouverture des lieux culturels et des restaurants fermés par la pandémie de Covid-19.

Oslo reprend des mesures de semi-confinement face au variant anglais

Oslo va reprendre plusieurs mesures de semi-confinement, dont la fermeture des restaurants et des commerces non essentiels, face à la poussée de cas liée au variant anglais, a annoncé dimanche le maire de la capitale norvégienne. Les mesures, qui s'appliquent à partir de mardi jusqu'au 15 mars au moins mais ce concernent pour l'instant que la commune de la capitale, incluent également une recommandation de ne pas se réunir et de ne pas rendre de visite à domicile, ainsi que de nouvelles restrictions dans les lycées. Lors d'une conférence de presse, le maire d'Oslo Raymond Johansen a appelé les habitants à ce nouvel effort. "Je sais que je demande beaucoup", a-t-il dit, décrivant la situation comme un "confinement social" pour réduire le niveau de contagion. En plus des mesures en vigueur en Norvège, Oslo avait déjà appliqué un semi-confinement fin janvier après la détection d'un foyer du variant anglais dans une commune voisine, mais les mesures avait été levées fin janvier. Le variant anglais plus contagieux représente désormais plus de 50% des cas détectés, selon les autorités.

L.M



Hand/ Division Excellence

La JS Saoura menace de se retirer de la compétition

La JS Saoura, pensionnaire de la division Excellence de handball, a menacé de se retirer de la compétition, dont la reprise est prévue le week-end du 2 et 3 avril prochain, pour des raisons d'ordre financier, a annoncé le club dimanche soir dans un communiqué. "Après l'annonce de la reprise du championnat et au vu de la crise financière provoquée par l'absence des subventions de la part des autorités locales (wilaya et APC), mais également de l'actionnaire majoritaire ENAFOR, la direction sera contrainte de déclarer forfait, d'autant qu'elle éprouve les pires difficultés à assurer les frais des déplacements et hébergement", a indiqué la JSS sur sa page officielle Facebook. Le championnat d'Algérie Excellence de handball, à l'arrêt depuis mars 2020 en raison de la pandémie de coronavirus, reprendra ses droits le week-end du 2 et 3 avril prochain. Sur décision du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), et en concertation avec le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19, les salles omnisports et salles de sport ont été autorisées à rouvrir progressivement depuis le 3 février. "Après tant de sacrifices pour atteindre le haut niveau, des imprévus extra-sportifs indépendants de notre volonté, vont pousser le représentant du sud à se retirer de la compétition, avec la possibilité de dissoudre définitivement la section handball", a ajouté le communiqué. Pourtant un représentant de la JSS, a assisté le 17 février dernier, en compagnie de six autres formations à une réunion, organisée par la Fédération algérienne de handball (FAHB), pour débattre de la reprise des entraînements et le retour à la compétition. La Division Excellence (messieurs) avait été suspendue au terme de la 13e journée, disputée le 13 mars 2020. Dans le groupe A, le MM Batna et le CA Bordj Bou Arreridj caracolaient ensemble en tête du classement, alors que le GS Pétroliers et la JSE Skikda dominaient le groupe B.

M.L

Foot/ Championnat inter-régions 202

Coup d'envoi de la compétition le 19 mars

Le coup d'envoi du championnat de la Ligue inter-régions de football, sera donné le week-end du 19 et 20 mars, avec le déroulement de la première journée, a annoncé la Ligue inter-régions (LIRF) sur son site officiel. La décision a été prise dimanche, lors de la session ordinaire du Bureau fédéral de la Fédération algérienne (FAF), tenue au siège de l'instance à Alger, sous la présidence de Kheïreddine Zetchi. La fin de la compétition est prévue, quant à elle, les 18 et 19 juin, tandis que les matchs d'appui concernant les premiers de chacun des 12 groupes, se joueront les 25 et 26 juin sur des terrains neutres et à huis clos, précise la même source. "Pour ce qui des modalités d'accession et de rétrogradation, 6 clubs accèdent en Ligue 2 amateur. Quant à la relégation en division régionale, une réunion est programmée dans les meilleurs délais au siège de la FAF avec le secrétaire général de la FAF, en présence de quelques membres du Bureau Fédéral avant son affichage sur le site officiel et bien avant le début du championnat", souligne la LIRF. Au cours de sa réunion, le bureau fédéral a validé également les calendriers de chacun des groupes effectués en présence de onze présidents de clubs du nord comme du sud. Au terme d'une consultation écrite initiée auprès des clubs de ce palier, 69 clubs, soit près de 71,87%, ont opté pour la 2e variante, avec la division de chacun des groupes "Centre Est", "Centre Ouest", "Est", "Ouest" et "Sud Est" en 2 groupes de 8 clubs chacun alors que pour le groupe "Sud Ouest" il est divisé en 1 groupe de 9 et l'autre de 7 clubs

T.Y

CYCLISME / CHAMPIONNATS D'AFRIQUE 2021 - CONTRE-LA-MONTRE "PAR ÉQUIPES"

Les sélections algériennes arrêtées

Le staff technique national a arrêté la liste des coureurs qui représenteront l'Algérie au contre-la-montre "par équipes" des Championnats d'Afrique 2021, qui débutent mardi en Egypte. "Chez les juniors, le staff technique a choisi Salah-Eddine Cherki, Meroune Brenis, Khaled Mansouri et Abdelkrim Ferkous, alors que chez les seniors, le choix s'est porté sur Youcef Reguigui, Azeddine Lagab, Nassim Saïdi et Hamza Mansouri", a-t-on appris auprès de l'instance fédérale. Au total, 16 cyclistes représentent l'Algérie à ces Championnats d'Afrique sur route, prévus du 2 au 6 mars au Caire, dont deux juniors (filles), à savoir : Nesrine Houili et Chahra Azzouz. Chez les juniors (garçons), et outre les quatre éléments suscités, la sélection nationale compte parmi ses rangs le jeune Akram Belabsi, qui n'a pas été retenu pour le contre-la-montre "par équipes", mais qui selon la même source "devrait être présent au contre-la-montre individuel". Concernant les seniors, et outre les quatre éléments suscités, la sélection nationale compte parmi ses rangs Hamza Yacine, Ayoub Sahiri, Mohamed Amine N'hari, Abderraouf Bengayou, Oussama Cheblaoui, Lotfi Tchambaz et Yacine Chalel. Les épreuves du contre-la-montre, par équipes et individuel, seront suivis du Championnat d'Afrique sur piste, prévu du 11 au 14 mars, également en Egypte. Lors de la précédente édition, disputée en 2019 (ndlr, celle de 2020 a été annulée en raison de la pandémie), la sélection algérienne s'était amèrement contentée de la médaille d'argent, car la première place semblait largement à sa portée. En effet, un problème administratif avait perturbé son déplacement en Ethiopie, qui avait abrité ces championnats d'Afrique 2019 et cette situation avait fini par remettre en cause son sacre.

Handball dames

La Chine renonce au tournoi de qualification olympique

L'équipe de Chine de handball féminin a renoncé à participer au tournoi de qualification pour les Jeux olympiques de Tokyo programmé du 19 au 21 mars, en raison des contraintes liées au coronavirus, a annoncé lundi la Fédération internationale de handball (IHF). En conséquence, la place laissée vacante par la Chine est attribuée au Kazakhstan qui sera opposé à la Russie, à la Serbie et à la Hongrie dans le tournoi 2 qui aura lieu en Hongrie. Deux autres tournois sont au programme: le tournoi 1 opposera l'Espagne, la Suède, le Sénégal et l'Argentine en Espagne et le tournoi 3 n'opposera que trois équipes: la Norvège, le Monténégro et la Roumanie, au Monténégro. Le Kazakhstan devait initialement participer au tournoi 3 mais aucune des nations asiatiques approchées par l'IHF pour le remplacer (Hong Kong, Thaïlande) n'a donné suite. Les deux premiers de chaque tournoi seront qualifiés pour les JO de Tokyo (23 juillet-8 août).

M.L

Football / USM Alger

Soula réintègre le groupe, en attendant Achour et Zouari

L'attaquant de l'USM Alger, Mazir Soula, qui avait manqué le précédent match de championnat contre le NC Magra pour cause de blessure, a réintégré le groupe lundi, après avoir achevé sa préparation en solo, a indiqué le club de Ligue 1 . Soula avait reçu le feu vert du médecin pour réintégrer le reste du groupe dimanche, après avoir effectué une séance de musculation, en compagnie d'autres joueurs blessés, notamment, le défenseur Fateh Achour et l'attaquant Abdelkrim Zouari. Quoique, contrairement à Soula, ces deux joueurs devront poursuivre les entraînements en solo, pendant cinq ou six jours, et ce n'est que la semaine prochaine qu'ils pourront réintégrer le groupe. De son côté, l'avant-centre Aymen Mahious, qui souffre d'une rupture des ligaments croisés du genou droit, devra subir une opération prochainement, et qui devrait l'éloigner des terrains pendant environ six mois. Lors de la 16e journée prévue le week-end prochain, l'USM Alger affrontera le Paradou AC au stade de Dar El Beida (Alger).

R.T

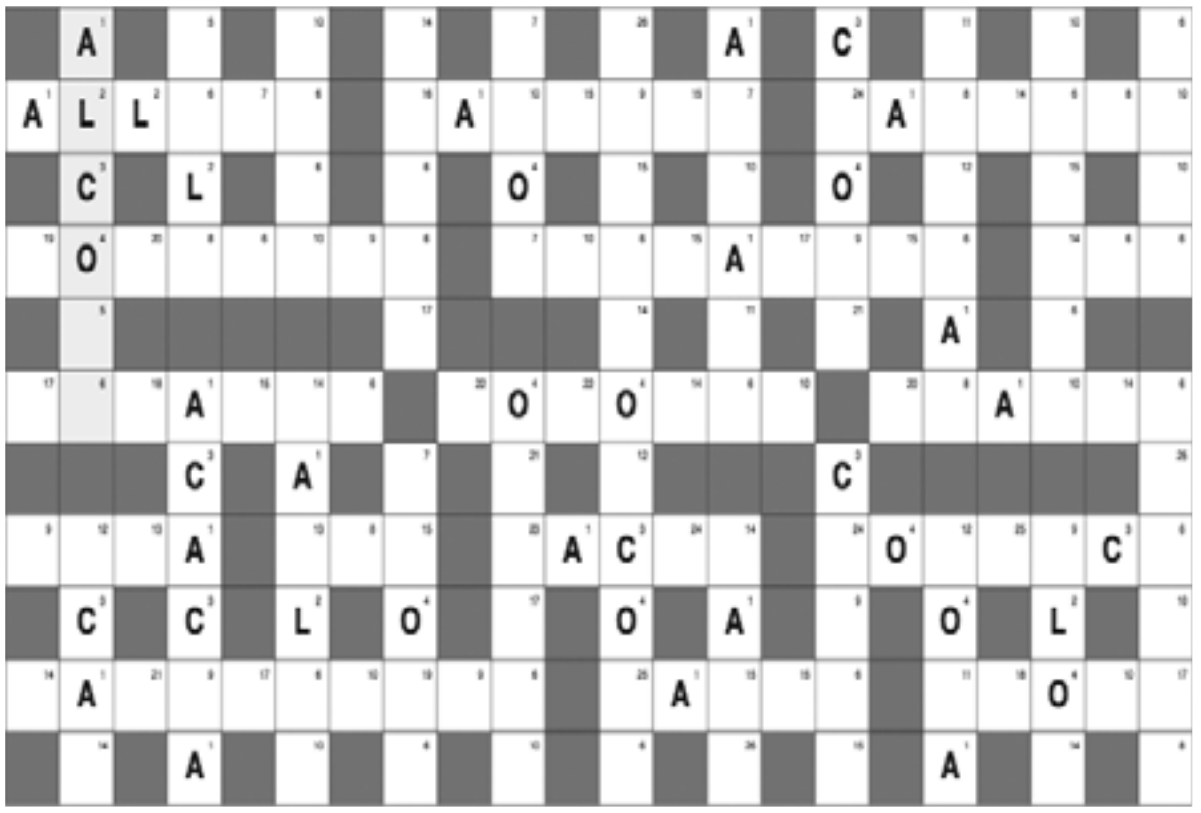
Foot / Serie A italienne (Crotone)

L'entraîneur Giovanni Stroppa limogé

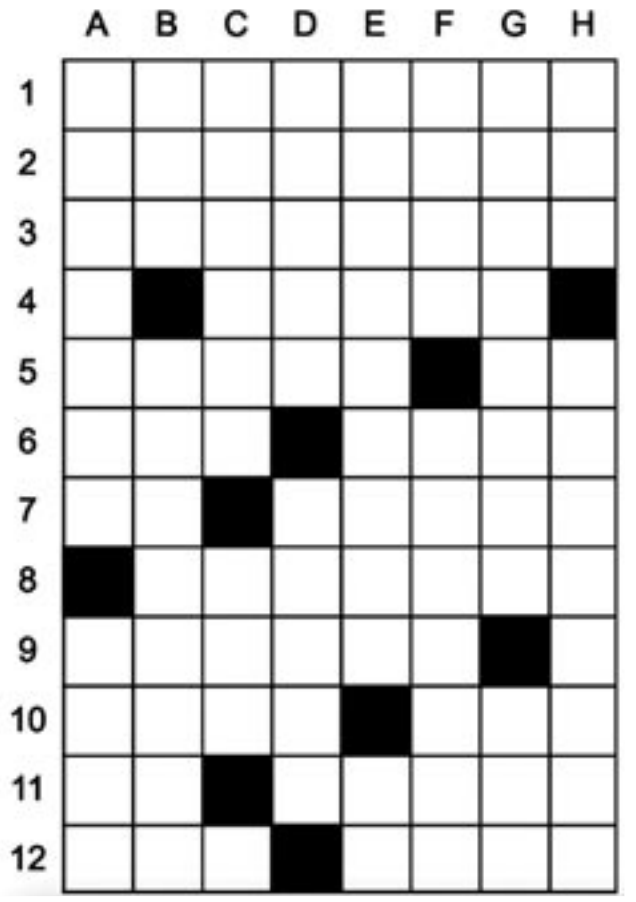
L'entraîneur de Crotone, Giovanni Stroppa, a été limogé de son poste lundi, a annoncé le club calabrais, lanterne rouge de la Serie A italienne de football. La défaite dimanche face à Cagliari (2-0), la sixième de rang en championnat, aura été celle de trop pour Giovanni Stroppa, à la tête de l'équipe depuis 2018. Il avait offert à Crotone la deuxième montée de son histoire en Serie A la saison dernière, en terminant deuxième de Serie B (2e div.). "C'est la fin d'un beau et intense voyage qui a duré près de trois ans, non sans moments difficiles mais qui a culminé lors de l'extraordinaire maintien (en Serie B en 2019, ndlr), et plus encore lors de la deuxième promotion historique en Serie A", affirme le club sur son site internet. "Le président et l'ensemble du club souhaitent le meilleur à M. Stroppa et son équipe pour la poursuite de leur carrière", ajoute le communiqué. Au terme de la 24e journée, Crotone, où évolue l'international algérien Adam Ounas, pointe à la 20e et dernière place avec 12 points, à huit longueurs du premier non relégable Torino.

E.R

Mots codés



Mots croisés



HORIZONTALEMENT :

1. Susceptible de se transformer. 2. Pigment qui fait bronzer. 3. Peupler de petits poissons. 4. Ville de Seine-et-Marne. 5. Orné d'un diadème. Déterminant possessif. 6. Vus dans le livre. Entendu pendant un festin. 7. Ça ajoute quelque chose. Couche profonde de la peau. 8. Propre à un quadrupède à longues oreilles. 9. Statues à genoux. 10. Époustoufla. Massif du Gothard. 11. Supposons... Tradition prophétique.

VERTICALEMENT :

A. Comme un vieux vernis. Montagne de Thessalie. B. Rimbaud y a vu un dormeur. Autosuffisance. C. Invitation à la prière. On peut l'appeler capucin. D. S'enrouler sur soi-même (se). Passas à table. E. De façon à rendre service. Raccourci pour une Europe. F. Maintenu contre soi. Diaprant. G. Auquel on n'a encore rien pris. Ignorant. H. Il s'est croisé lors des duels. Conduiras.

Mots mélangés

ACTRICE ANTIMOINE
APTE ARTERE
ARTISANAT AVANT
BAGUE BIENVENU
CALCAIRE CENTUPLE
CRIEUR DEFI
DENUDER DIGITALE
FANGE FLONFLONS
GLAND LABOURAGE
LANTERNE LASCIF
LATRINES LEGUMIER
LIEUSE MONTREUR
NANA NEPE NITRATE
NOCTURNE
ODORAT PALET
SAISIE
SIGNALER

D	A	E	A	S	L	D	C	B	E	E	G	N	A	F	E
R	E	R	N	C	I	I	A	E	L	T	E	L	L	G	B
U	E	F	T	R	E	G	T	A	N	R	A	O	A	I	R
E	C	I	I	I	U	I	N	A	I	T	N	R	E	N	E
R	I	C	M	E	S	T	V	A	R	F	U	N	T	R	D
T	R	S	O	U	E	A	C	I	L	O	V	P	E	I	U
N	T	A	I	R	G	L	N	O	B	E	D	T	L	P	N
O	C	L	N	A	A	E	N	A	N	A	R	O	A	E	E
M	A	E	E	C	S	S	L	U	T	A	E	T	P	A	D

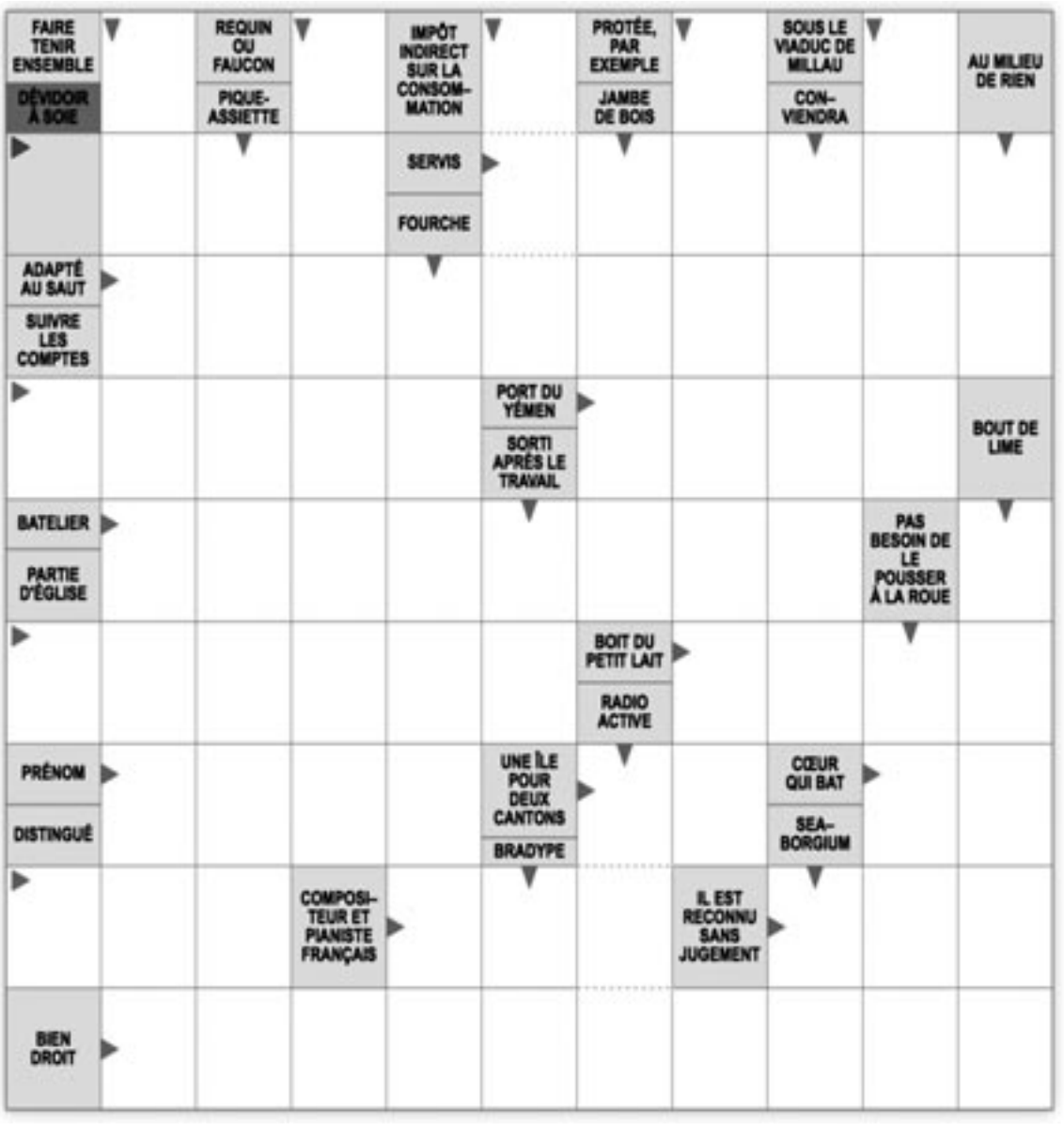
Sudoku

8	5		4				1	2
9	2				5			6
6		1		9	3			
3		5	7			6		8
			3		8			
1		7	9			4		5
5		8		2	4			
7	1				9			3
2	4		6				5	1

Solution sudoku

1	5	8	7	3	6	9	4	2
3	4	2	9	8	5	9	1	7
9	6	7	4	2	1	8	3	5
5	3	4	2	6	9	7	8	1
7	6	1	8	5	3	2	9	4
8	2	9	1	4	7	5	6	3
4	8	5	3	9	2	1	7	6
6	7	3	5	1	8	4	2	9
2	1	9	9	7	4	3	5	8

Mots fléchés



Le Monde
de l'administration
Quotidien National d'Information ● www.lemondeadm.com

Tous les jours
dans les kiosques

CETTE ESPACE EST
RESERVÉ POUR VOUS

PUBLICITÉS

pour plus de détails
contactez nous au:
023 95 73 73/ 0553 45 62 56
Ou par Email au: monde.adm@gmail.com

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Le Monde de l'administration
Quotidien National d'Information • www.lemondeadm.com
Mardi 02 Mars 2021 / N° 1056

MÉDICAMENTS EN CONCERTATION AVEC LES PROFESSIONNELS

L'ASSOCIATION ANPHA PLAIDE POUR UNE RESTRUCTURATION DU SECTEUR

L'Association nationale des pharmaciens algériens (ANPHA) plaide pour une restructuration du secteur du médicament à travers une approche inclusive qui associe tous les professionnels du secteur, selon un communiqué de cette association créée en 2020.L'ANPHA affirme que sa mission consiste à militer pour l'implication de tous les acteurs du secteur de la pharmacie afin de déterminer l'avenir de ce métier "Face aux sujets d'actualité, l'ANPHA réagit en appuyant sur l'importance de la restructuration de secteur du médicament et l'importance d'un climat apaisé, pour faire face aux tournants majeurs, et aux grandes évolutions mondiales", ajoute l'ANPHA.Elle estime par ailleurs que les réformes passent "impérativement" par la prise en compte du point de vue de tous les pharmaciens de différentes spécialités et secteurs d'activités professionnelles et les différentes générations de pharmaciens."Les transformations majeures et les tournants qu'a connu le secteur face à ces crises structurelles, économiques et sanitaires successives nécessitent un arbitrage via une intelligence collective, de manière à garantir les droits de tous les professionnels et à développer la profession pour la nouvelle génération de pharmaciens qui attendent leur chance pour trouver une place dans le secteur du médicament, en particulier ou dans le secteur de la santé, en général", souligne le communiqué.L'association considère que le développement de l'Industrie pharmaceutique est la meilleure opportunité pour la création d'un plus grand nombre de débouchées pour le pharmacien, et pour impliquer le plus grand nombre possible de pharmaciens dans les multiples missions des établissements pharmaceutiques.

LES BOURSES CHINOISES EN HAUSSE À L'OUVERTURE

Les Bourses ont ouvert en hausse, aidées par les perspectives d'un vaste plan de relance aux Etats-Unis avec une première adoption samedi à la Chambre des représentants, premier cap crucial avant son examen au Sénat.Dans les premiers échanges, l'indice Hang Seng à Hong Kong gagnait 1,01% à 29.273,58 points.De son côté, l'indice composite de la Bourse de Shanghai prenait 0,46% à 3.525,06 points, tandis que la place de Shenzhen était en hausse de 1,20% à 2.321,21 points.

Beldjoud préside l'installation du wali d'In Guezzam

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Kamel Beldjoud, a présidé lundi l'installation du wali d'In Guezzam, Mehdi Boucharab, en application de la décision du président de la République portant promotion de dix (10) circonscriptions administratives du sud en wilayas à part entière.Les notables d'In Guezzam, les autorités locales et sécuritaires et des représentants de la société civile ont assisté à la cérémonie d'installation.Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Beldjoud a précisé que la promotion d'In Guezzam en wilaya à part entière "vise à renforcer son rôle économique et à l'associer au développement et à la diversification de l'économie nationale à travers l'amélioration du climat des affaires, l'encouragement de l'investissement, la création d'emplois et l'amélioration du cadre de vie des citoyens".Le ministre a transmis à la population locale les salutations du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et du Premier ministre, Abdelaziz Djerad.De leur côté, les habitants de la wilaya ont salué, à travers leurs élus locaux, la décision du Président Tebboune.Pour rappel, le président de la République avait décidé, le 21 février 2021, de promouvoir dix (10) circonscriptions administratives du sud du pays en wilayas à part entière. Il s'agit des wilayas de Timimoun, Bordj Badji Mokhtar, Béni Abbès, Ouled Djellal, In Salah, In Guezzam, Touggourt, Djanet, El M'Ghair et El Menia.

L'ALGÉRIE AMBITIONNE D'ÉLARGIR LA CARTOGRAPHIE DES ACTEURS DE L'INNOVATION

Les textes de loi régissant les startups, les incubateurs et les projets innovants en Algérie seront "enrichis" afin d'élargir la cartographie des acteurs de l'innovation en intégrant notamment les freelance et Fablabs (laboratoires d'innovation), a indiqué à l'APS un responsable du ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la Connaissance et des start-up."L'écosystème d'entrepreneriat et d'innovation en Algérie contient des start-up, incubateurs et projets innovants qui sont encadrés et régis par des textes de loi, bénéficiant notamment de mesures fiscales incitatives, contrairement à d'autres composantes de cet écosystème qui ne jouissent d'aucune mesure à l'image des freelance, des Fablab, des grandes entreprises qui font de l'innovation, et des lieux où l'on peut produire des prototypes innovants", a précisé Noureddine Ouadah, en marge d'une conférence de presse consacrée au 1er Salon des technologies de l'information et de la communication "ICT Maghreb" tenue à Alger.M. Ouadah, qui est directeur des start-up et des structures d'accompagnement auprès du ministère, a fait savoir qu'"une réflexion en vue d'améliorer et enrichir les textes de loi régissant cet aspect est en cours, afin d'y intégrer ces composantes"."Nous sommes conscients de l'existence de cet écosystème (freelance et Fablab, entre autres) et sommes en train de réfléchir à trouver les moyens de les encourager davantage", a-t-il dit, ajoutant que "l'idée est d'élargir la cartographie des acteurs de l'innovation .

Vaccin Sputnik V

POURSUIVRE LES CONTACTS AVEC LE PARTENAIRE POUR LE LANCEMENT DU PROJET DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a ordonné, lors du conseil des ministres qu'il a présidé dimanche, la poursuite des contacts avec le partenaire russe pour le lancement du projet de production du vaccin Sputnik V en Algérie, dans les plus brefs délais."Après avoir écouté un exposé présenté par le ministre de l'Industrie pharmaceutique sur la production locale du vaccin, M. Tebboune a ordonné la poursuite des contacts avec le partenaire russe pour faire aboutir le projet de production du vaccin Sputnik V en Algérie, dans les plus brefs délais", a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.Par ailleurs, le Président de la république a donné des instruction pour l'accélération des "procédures de soutien à l'investissement dans l'industrie pharmaceutique afin de réaliser les objectifs tracés de réduire les importations pharmaceutiques d'au moins 400 millions USD d'ici fin 2021, et de s'orienter vers l'exportation", précise la même source.

LA BOURSE DE TOKYO EN NET REBOND APRÈS LA DÉBÂCLE DE VENDREDI

La Bourse de Tokyo repartait en nette hausse après la plongée du Nikkei en fin de semaine dernière, aidée par une légère reprise du Nasdaq à Wall Street vendredi alors que les taux d'intérêt à long terme américains faisaient une pause.L'indice vedette Nikkei grimpait de 2,06% à 29.563,64 points vers 01H10 GMT, après avoir dévissé de 3,99% vendredi sur fond d'inquiétudes au sujet de la hausse des rendements obligataires. L'indice élargi Topix gagnait 1,58% à 1.893,91 points. Le yen était stable face au dollar, à raison d'un dollar pour 106,54 yens vers 01H10 GMT contre 106,57 yens vendredi à 21H00 GMT.La monnaie japonaise perdait un peu de terrain par rapport à l'euro, qui s'échangeait pour 128,76 yens contre 128,68 yens en fin de semaine dernière.A.RL'euro variait peu face au billet vert, à raison d'un euro pour 1,2086 dollar contre 1,2075 dollar vendredi.Le marché du pétrole repartait à la hausse lundi matin en Asie, après avoir calé en fin de semaine alors qu'il avait atteint des plus hauts en plus d'un an.Le prix du baril américain de WTI progressait de 1,87% à 62,65 dollars vers 01H00 GMT, tandis que celui du baril de Brent de la mer du Nord gagnait 1,8% à 65,58 dollars.